

# COMMUNICATION FINANCIÈRE

---

Au 31 décembre 2022

أنتهم  
المستقبل



الشركة العامة  
SOCIETE GENERALE

# COMMUNICATION FINANCIÈRE

# 2022

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROC POURSUIT SA DYNAMIQUE DE CROISSANCE ET CONFIRME LE BON DÉROULEMENT DE SA FEUILLE DE ROUTE STRATÉGIQUE « JOSSOUR25 » AVEC DES PERFORMANCES HISTORIQUES AU TITRE DE L'EXERCICE 2022.

Le Conseil de Surveillance de Société Générale Maroc s'est réuni le 17 mars 2023 sous la présidence de Monsieur Laurent GOUTARD, pour examiner l'activité et les comptes arrêtés au 31 décembre 2022 par le Directoire.

Dans un contexte inédit caractérisé par de nombreuses incertitudes et des tensions inflationnistes, Le Groupe Société Générale Maroc a démontré sa capacité de résilience et de rebond après une première étape de transformation réussie confirmant son positionnement de partenaire privilégié du développement économique du pays.

Le Groupe Société Générale a poursuivi, courant l'année 2022, sa transformation inscrite dans les tendances structurelles du marché pour répondre aux nouveaux usages des clients et aux besoins d'une nouvelle génération qui souhaite avoir une proposition de valeur bancaire différente et lever sur les capacités digitales et Data, le tout adossé à un modèle opérationnel industriel, agile et efficient.

### Bonnes performances financières au titre de l'exercice 2022

Les dépôts ont enregistré une bonne progression en consolidé et en social s'établissant respectivement à 87 099 MMAD (+3,05 %) et 80 056 MMAD (+5,17 %) au 31/12/2022. Les encours crédits s'établissent à 81 084 MMAD en social et 95 481 MMAD en consolidé en hausse respectivement de +10,91 % et de 8,58 % par rapport à la même période en 2021. Le groupe Société Générale Maroc affiche, au 31/12/2022, un niveau d'activité historique avec un PNB consolidé de 5,2 milliards dirhams, en progression de +1,69 % et de +1,45 % en social soit 4,4 Milliards dirhams.

Cette performance traduit la contribution de l'ensemble des métiers du Groupe et bénéficie de la dynamique d'accompagnement de nos clients sur l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. Par ailleurs, Société Générale Maroc poursuit son effort d'investissement en 2022 s'élevant à plus de 460 millions dirhams (Investissements technologiques, réaménagement des espaces de travail, nouveaux formats d'agences, formations et accompagnement collaborateurs...), en hausse de +15 % par rapport à l'exercice précédent avec une progression limitée de +1 % des frais généraux en social. Dans ce contexte, le résultat brut d'exploitation affiche une progression de 2,2 % en social à 2 163 MDH et 3,24 % en consolidé à 2 632 MDH.

L'année 2022 a également été marquée par la poursuite de l'amélioration de la performance en matière de gestion des risques, qui se traduit par une amélioration du Coût Net du Risque qui baisse de -28,65 % en social. En IFRS, le CNR est également en baisse de -40,09 %, cette évolution s'explique par une amélioration de la gestion des risques après un exercice 2021 impacté par de dotations exceptionnelles constituées au niveau des filiales.

Au 31 décembre 2022, le groupe Société Générale Maroc affiche un Résultat Net consolidé historique de 1 258 Millions de Dirhams, en hausse de plus de 50 % par rapport à 2021 et de 1 028 Millions de Dirhams en social, soit une progression de 19,95 %.

### Acteur Innovant et Responsable

Le groupe Société Générale Maroc a lancé en 2022 l'offre SoGé Ado dédiée aux jeunes de 12 à 18 ans, sous la supervision des parents et ce dans la continuité de sa démarche d'innovation, d'inclusion financière et économique au Maroc. Par ailleurs, Société Générale Maroc dans le cadre de l'accélération de ses engagements en faveur de la transition énergétique a consolidé en 2022 son partenariat avec la BERD et le Fonds Vert pour le Climat (GCF) par le lancement d'une nouvelle ligne de crédit de 25 millions d'euros, destinée au renforcement des investissements verts dans le Royaume.

### Plusieurs distinctions pour le Groupe Société Générale Maroc en 2022

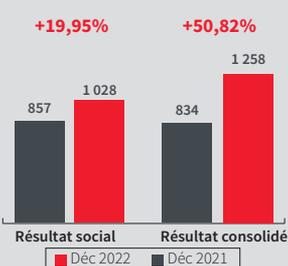
Société Générale Maroc a été consacrée :

1. **Meilleur lancement Produit** (Best product launch) pour SoGé (Prix panafricain) par le magazine EMEA Finance lors de l'édition 2022 des African Banking Awards
2. **Banque de référence dans le domaine du cash management** suite à l'enquête annuelle EUROMONEY Cash Management 2022,

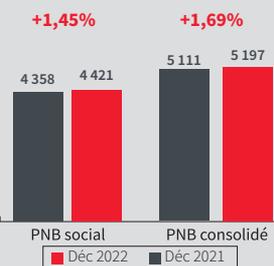
Ces consécration récompensent la résilience et le dynamisme du Groupe Société Générale Maroc en s'appuyant sur une stratégie de croissance rentable, responsable et pérenne avec la volonté de placer les clients au cœur de ses préoccupations.

## PRINCIPAUX INDICATEURS AU 31/12/2022

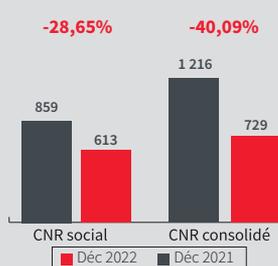
### RÉSULTAT NET (en Mmad)



### PRODUIT NET BANCAIRE (en Mmad)

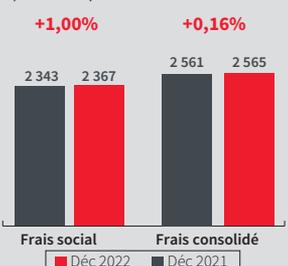


### COÛT NET DU RISQUE (en Mmad)

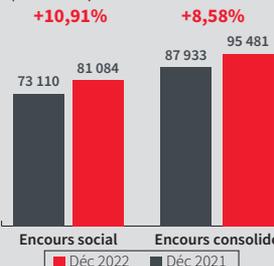


### Autres indicateurs :

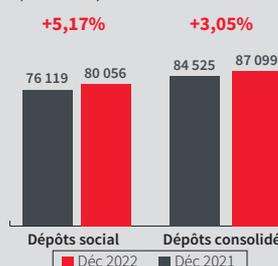
### FRAIS GÉNÉRAUX (en Mmad)



### ENCOURS (en Mmad)



### DÉPÔTS <sup>(1)</sup> (en Mmad)



<sup>(1)</sup> Les dépôts portent les certificats de dépôt

# ÉTAT A1 : ÉTAT DES PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux de la Société Générale Maroc sont préparés conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). L'objectif de ces comptes est de présenter une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Banque.

## 1. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances comptabilisées, qui concernent aussi bien les établissements de crédits que les créances sur la clientèle, sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique et ce, comme suit :

- Créances sur les établissements de crédit et assimilés à vue et à terme ;
- Crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers et autres crédits ;
- Créances acquises par affacturage.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit ou clientèle).

### Les créances en souffrance

Les créances en souffrance sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur régissant l'activité des établissements de crédit. Ces créances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par ladite réglementation, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles. Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont, quant à elles, constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable.

## 2. DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur les dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## 3. PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classés en fonction de l'intention de leur détention en titres de transaction, titres d'investissements, titres de placements ou titres de participations.

### • Titres de transaction

Ces titres sont acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé actif. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat, frais de transaction exclus, coupons courus inclus. A chaque arrêté comptable, la différence résultant des variations de prix de marché est portée directement au compte de produits et charges.

### • Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

### • Titres d'investissement

Ils correspondent à des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à la date de leur échéance.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus et coupons courus inclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

### • Titres de participation

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

### • Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres cédés continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan. Aucune provision n'est constatée en cas de dépréciation des titres reçus mais les intérêts courus sur la créance sont constatés.

## 4. OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « autres passifs » selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et les charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

## 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminuées des amortissements cumulés calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

## 6. PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non à des opérations bancaires.

- Les provisions pour risques et charges : sont constituées en cas d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue.
- Provisions pour risques généraux : Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.
- Les provisions réglementées : sont constituées en application des dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales.

## 7. PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts correspondent aux produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation.

## 8. CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

# COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 31/12/2022

## BILAN AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
ACTIF	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 628 834	3 019 057
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 097 334	5 430 887
. À vue	1 867 227	1 454 718
. À terme	4 230 108	3 976 170
Créances sur la clientèle	78 826 414	70 618 950
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	32 652 618	23 995 209
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	16 358 355	17 784 636
. Crédits et financements participatifs immobiliers	24 147 327	23 226 673
. Autres crédits et financements participatifs	5 668 114	5 612 432
Créances acquises par affacturage	2 255 455	2 491 147
Titres de transaction et de placement	2 008 434	9 812 857
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 978 851	9 739 841
. Autres titres de créance	2 211	8 007
. Certificat de SUKUK	-	-
. Titres de propriété	27 372	65 009
Autres actifs	1 130 894	1 144 357
Titres d'investissement	7 894 086	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 894 086	-
. Autres titres de créance	-	-
. Certificat de SUKUK	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2 218 190	2 237 248
. Participation dans les entreprises liées	1 692 305	1 687 904
. Autres titres de participation et emplois assimilés	525 885	549 344
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	1 075 914	915 421
Immobilisations corporelles	1 065 959	1 063 181
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>108 201 514</b>	<b>96 733 104</b>

## HORS BILAN AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
HORS BILAN	31/12/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>21 103 517</b>	<b>20 187 282</b>
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 367 026	6 250 819
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 832 968	3 426 988
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 553 524	10 375 550
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	350 000	133 925
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>14 773 477</b>	<b>12 937 939</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	7 097 020	5 821 881
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7 049 557	6 982 106
Titres vendus à réméré	-	-
Titre de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	626 900	133 951

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AGRÉGÉ AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>5 580 757</b>	<b>5 417 841</b>
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	156 482	138 210
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 425 560	3 509 213
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	189 657	181 337
4. Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	218 685	216 252
5. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
6. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
7. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8. Commissions sur prestations de service	687 403	649 131
9. Autres produits bancaires	902 935	723 689
10. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	35	9
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>1 160 010</b>	<b>1 060 291</b>
11. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	127 969	58 708
12. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	211 667	245 758
13. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	275 958	352 002
14. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
15. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
16. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
17. Autres charges bancaires	540 302	400 144
18. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	4 115	3 679
<b>III. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>4 420 747</b>	<b>4 357 551</b>
19. Produits d'exploitation non bancaire	167 462	161 951
20. Charges d'exploitation non bancaire	58 103	57 351
<b>IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>2 366 553</b>	<b>2 343 071</b>
21. Charges de personnel	1 130 349	1 133 797
22. Impôts et taxes	49 799	52 502
23. Charges externes	837 018	846 523
24. Autres charges générales d'exploitation	17 080	14 776
25. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	332 306	295 473
<b>V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES</b>	<b>1 950 768</b>	<b>2 383 152</b>
26. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 710 084	1 800 159
27. Pertes sur créances irrécouvrables	209 311	418 274
28. Autres dotations aux provisions	31 373	164 719
<b>VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES</b>	<b>1 337 345</b>	<b>1 521 140</b>
29. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 309 583	1 366 164
30. Récupérations sur créances amorties	9 887	18 129
31. Autres reprises de provisions	17 875	136 847
<b>VII. RÉSULTAT COURANT</b>	<b>1 550 130</b>	<b>1 257 067</b>
32. Produits non courants	21 040	22 317
33. Charges non courantes	94 296	56 874
<b>VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>1 476 875</b>	<b>1 222 511</b>
34. Impôts sur les résultats	448 784	365 406
<b>IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>1 028 091</b>	<b>857 103</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>7 106 605</b>	<b>7 123 249</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>6 078 514</b>	<b>6 266 147</b>
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>1 028 091</b>	<b>857 103</b>

	En milliers de Dirhams	
PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 428 416	2 343 237
. À vue	842 089	517 091
. À terme	8 586 326	1 826 146
Dépôts de la clientèle	71 709 816	68 243 103
. Comptes à vue créditeurs	53 713 883	50 759 382
. Comptes d'épargne	10 211 893	10 129 707
. Dépôts à terme	4 217 478	4 270 393
. Autres comptes créditeurs	3 566 563	3 083 621
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	4 399	3 819
Titres de créance émis	8 342 149	7 872 207
. Titres de créance négociables émis	8 342 149	7 872 207
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	3 045 516	2 800 703
Provisions pour risques et charges	1 367 701	1 334 052
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 631 301	2 131 749
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	201 410	213 018
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	9 290 216	8 781 613
Capital	2 152 500	2 152 500
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 028 091	857 103
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>108 201 514</b>	<b>96 733 104</b>

## ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	31/12/2022	31/12/2021
1.(+) Intérêts et produits assimilés	3 669 519	3 745 939
2.(-) Intérêts et charges assimilés	615 594	656 468
<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>3 053 925</b>	<b>3 089 471</b>
3.(+) Produits sur financements participatifs	102 180	82 821
4.(-) Charges sur financements participatifs	-	-
<b>MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	<b>102 180</b>	<b>82 821</b>
5.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
7.(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8.(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
<b>Résultat des opérations d'Ijara</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
9.(+) Commissions perçues	766 763	715 979
10.(-) Commissions servies	75 149	58 355
<b>Marge sur commissions</b>	<b>691 615</b>	<b>657 624</b>
11.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	28 699	45 183
12.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	8	-62
13.(+) Résultat des opérations de change	477 328	411 052
<b>14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés</b>	<b>-3 712</b>	<b>3 536</b>
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>502 324</b>	<b>459 709</b>
15.(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
16.(+) Divers autres produits bancaires	220 635	218 506
17.(-) Diverses autres charges bancaires	145 851	146 909
<b>(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-4 080</b>	<b>-3 670</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>4 420 747</b>	<b>4 357 552</b>
18.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	4 533	-3 119
19.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	162 330	161 951
20.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	58 103	57 351
21.(-) Charges générales d'exploitation	2 366 553	2 343 072
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 162 954</b>	<b>2 115 961</b>
22.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	599 925	834 140
23.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	12 898	24 754
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>1 550 130</b>	<b>1 257 067</b>
<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>-73 256</b>	<b>-34 557</b>
24.(-) Impôts sur les résultats	448 784	365 406
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>1 028 091</b>	<b>857 103</b>

	En milliers de Dirhams	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2022	31/12/2021
<b>(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>1 028 091</b>	<b>857 103</b>
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	332 306	295 473
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	600	3 119
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	19 499	72 219
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	20 000	20 000
25.(-) Reprises de provisions	20 003	123 379
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	87	37 866
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	243
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	5 133	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>1 375 274</b>	<b>1 086 912</b>
31.(-) Bénéfices distribués	348 500	199 875
<b>(+) AUTOFINANCEMENT</b>	<b>1 026 774</b>	<b>887 037</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2022**

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	5 580 757	6 920 852
2.(+) Récupérations sur créances amorties	9 887	18 129
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	188 502	184 268
4.(+) Charges d'exploitation bancaire versées	1 160 010	3 104 261
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	152 399	114 225
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	2 034 247	2 343 072
7.(-) Impôts sur les résultats versés	448 784	365 406
<b>I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>1 983 706</b>	<b>1 196 285</b>
<b>Variation des :</b>		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 289 757	-1 268 018
9.(+) Créances sur la clientèle	7 971 772	-920 003
10.(-) Titres de transaction et de placement	-7 804 423	805 726
11.(-) Autres actifs	-13 463	-376 189
12.(+) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
13.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
14.(+) Immobilisation données en Ijara	-	-
15.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés	-	-
16.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 085 179	-983 093
17.(+) Dépôts de la clientèle	3 466 713	1 842 363
18.(+) Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	579	3 819
19.(+) Titres de créance émis	469 942	-3 115 944
20.(+) Autres passifs	244 813	-81 856
<b>II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>9 823 583</b>	<b>-576 226</b>
<b>III. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (I + II)</b>	<b>11 807 289</b>	<b>620 059</b>
21.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
22.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	37 866
23.(-) Acquisition d'immobilisations financières	7 875 028	167 930
24.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	495 577	412 669
25.(+) Intérêts perçus	-	-
26.(+) Dividendes perçus	-	-
<b>IV. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-8 370 605</b>	<b>-542 733</b>
27.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
28.(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
29.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	45 436
30.(+) Emission d'actions	-	-
31.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	466 799	-
32.(-) Dépôts d'investissement remboursés	11 608	-
33.(-) Intérêts versés	-	-
34.(-) Rémunération versée sur DI et Wakala Bil Istithmar	-	-
35.(-) Dividendes versés	348 500	406 925
<b>V. Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-826 907</b>	<b>-361 489</b>
<b>VI. Variation nette de la trésorerie (III+ IV +V)</b>	<b>2 609 777</b>	<b>-284 163</b>
<b>VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>3 019 057</b>	<b>3 303 219</b>
<b>VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>5 628 834</b>	<b>3 019 057</b>

**PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31/12/2022**

**INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT**

Application des méthodes d'évaluation prévue par le plan de comptable des établissements de crédit (PCEC)  
Les Etats de Synthèse sont conformes à la présentation stipulée dans le PCEC.

**ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2022**

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

**ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 31/12/2022**

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

**CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 31/12/2022**

CRÉANCES	En milliers de Dirhams					
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
<b>COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS</b>	4 219 346	-	392 354	507 590	5 119 290	2 680 173
<b>VALEURS REÇUES EN PENSION</b>	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
<b>PRÊTS DE TRÉSORERIE</b>	-	-	1 029 263	1 496 960	2 526 223	1 977 272
- au jour le jour	-	-	79 632	877 607	957 239	603 109
- à terme	-	-	949 631	619 353	1 568 984	1 374 163
<b>PRÊTS FINANCIERS</b>	-	-	2 561 452	-	2 561 452	2 443 013
<b>CRÉANCES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>AUTRES CRÉANCES (y compris Hamish Al Jiddiya)</b>	-	79 728	1 426 395	-	1 506 123	1 337 432
<b>INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR</b>	-	215	8 189	4 677	13 080	12 054
<b>CRÉANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	-	-	-	-
Dont créances en souffrance sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 885 438</b>	<b>214 407</b>	<b>3 305 169</b>	<b>2 082 927</b>	<b>11 726 168</b>	<b>8 449 944</b>

**CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2022**

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			En milliers de Dirhams	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2022	31/12/2021
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE</b>	<b>2 393 812</b>	<b>110</b>	<b>25 373 835</b>	<b>253 859</b>	<b>28 021 616</b>	<b>23 470 710</b>
- Comptes à vue débiteurs	773 812	110	5 686 496	218 933	6 679 351	6 000 687
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	3 668 579	-	3 668 579	3 235 626
- Crédits à l'exportation	-	-	153 801	-	153 801	142 569
- Autres crédits de trésorerie	1 620 000	-	15 864 959	34 926	17 519 885	14 091 828
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 303</b>	<b>4 530 662</b>	<b>4 540 965</b>	<b>4 082 095</b>
- Crédits à la consommation	-	-	10 303	4 398 260	4 408 563	3 942 169
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	132 402	132 402	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	139 926
- Autre financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT</b>	<b>4 519 417</b>	<b>-</b>	<b>11 263 144</b>	<b>430 183</b>	<b>16 212 744</b>	<b>14 018 592</b>
- Crédits à l'équipement	4 519 417	-	11 206 391	430 183	16 155 991	13 980 469
- Mourabaha à l'équipement	-	-	56 753	-	56 753	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	38 123
- Autre financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 998 475</b>	<b>21 070 149</b>	<b>24 068 624</b>	<b>23 162 501</b>
- Crédits immobiliers	-	-	2 998 475	17 932 476	20 930 951	20 589 172
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	3 137 673	3 137 673	2 573 329
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
<b>AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	<b>-</b>	<b>455 287</b>	<b>332 316</b>	<b>156 181</b>	<b>943 784</b>	<b>963 074</b>
<b>CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	<b>1 489 898</b>	<b>-</b>	<b>765 559</b>	<b>-</b>	<b>2 255 457</b>	<b>2 415 739</b>
<b>INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>304 476</b>	<b>304 476</b>	<b>270 018</b>
<b>CRÉANCES EN SOUFFRANCE</b>	<b>6</b>	<b>34</b>	<b>3 453 157</b>	<b>1 272 760</b>	<b>4 725 957</b>	<b>4 727 368</b>
- Créances pré-douteuses	-	-	1 995 076	417 957	2 413 033	2 730 180
- Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	-	4 882	4 882	3 083
- Créances douteuses	6	34	571 170	212 387	783 597	384 673
- Dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	3 103	3 103	2 835
- Créances compromises	-	-	886 910	642 417	1 529 327	1 612 516
- Dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>8 403 133</b>	<b>455 431</b>	<b>44 196 789</b>	<b>28 018 270</b>	<b>81 073 624</b>	<b>73 110 097</b>

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 31/12/2022**

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		En milliers de Dirhams	
			financiers	non financiers	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
<b>TITRES COTÉS</b>	-	-	-	27 372	27 372	65 009
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	27 372	27 372	65 009
<b>TITRES NON COTÉS</b>	-	9 875 148	-	-	9 875 148	9 747 848
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	9 872 937	-	-	9 872 937	9 739 841
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	2 211	-	-	2 211	8 007
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	9 875 148	-	27 372	9 902 520	9 812 857

**VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2022**

	En milliers de Dirhams					
	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>	1 978 851	1 978 851	1 978 851	-	-	397
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 978 851	1 978 851	1 978 851	-	-	397
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	29 762	34 080	30 969	56	-	178
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	2 211	4 441	2 155	56	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	27 551	29 638	28 814	-	-	178
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>	7 894 086	7 688 562	7 598 748	144 144	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 894 086	7 688 562	7 598 748	144 144	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-

**DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2022**

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	642 890	685 360
Valeurs et emplois divers	12 039	9 154
Comptes de régularisation	475 965	449 842
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 130 894</b>	<b>1 144 357</b>

**ACTIFS À RISQUE, RESTRUCTURÉS, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE AU 31/12/2022**

	En milliers de Dirhams	
	Montant Brut	
Créances en souffrance	12 820 192	
Wachlist	2 460 706	

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2022

En milliers de Dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en % 31/12/2022	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice				
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	Produits inscrits au CPC	
<b>A - Participations dans les entreprises liées</b>						<b>1 852 423</b>	<b>1 691 301</b>	<b>2 697 219</b>	<b>1 795 657</b>	<b>188 420</b>
SOGLEASE	ACTIVITES FINANCIERES	250 600	100,00%	250 600	250 600	30/06/2022	866 266	21 096	56 000	
SOGECAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100,00%	999	999	31/12/2022	29 110	28 010	29 530	
INVESTIMA	GESTION VALEURS MOBILIERES	105 000	48,04%	59 443	59 443	31/12/2022	194 534	6 442	2 018	
SOGECAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOUSIERE	15 000	100,00%	14 999	14 999	31/12/2022	23 231	1 719	301	
SOGCONTACT	CENTRE D'APPEL	300	100,00%	300	300	31/12/2022	2 181	4 129	-	
SOGECAPITAL PLACEMENT	GESTION D'ACTIFS	1 000	99,94%	999	999	31/12/2022	1 602	501	492	
FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	50 000	100,00%	50 000	23 144	30/11/2022	19 795	-2 974	-	
ATHENA COURTAGE	ASSURANCE	300	97,00%	291	291	31/12/2022	62 615	62 114	57 612	
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	500	99,92%	5 220	5 220	31/12/2022	8 728	742	6 567	
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	60,00%	30 000	30 000	30/06/2022	46 490	-752	-	
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	53,72%	1 190 493	1 056 837	31/12/2022	1 437 792	59 096	35 900	
SOGEPAIEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	30 000	29 400	-	-	-	-	
SOGEFONCIER	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	-	200 000	200 000	-	-	-	-	
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	6 000	6 000	31/12/2022	4 875	-466	-	
SG EPARGNE PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	1 000	1 000	-	-	-	-	
FCP SG COURT TERME OBLIG	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
FCP SG OPTIMAL PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	-	360	360	-	-	-	-	
FCP INVEST EQUILIBRE	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
FCP SG CASH Garantie	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	900	900	-	-	-	-	
FCP HORIZON FLEXIBLE	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
SICAV SG EXPANSION	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	133	123	-	-	-	-	
SICAV SG VALEUR	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	543	543	-	-	-	-	
SICAV SG PERSPECTIVES	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	17	17	-	-	-	-	
SICAV SG OBLIG PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	584	584	-	-	-	-	
FCP HORIZON PREMIUM	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	500	500	-	-	-	-	
FCP HORIZON DISRIPERF	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
FCP HORIZON OBLIG TRESOR	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
SOGEPIB	ZONE INDUSTRIELLE	-	-	-	-	-	-	-	-	
FCP HORIZON MID & SMALL CAP	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	1 000	1 000	-	-	-	-	
F.C.P. SG CASH PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	50	50	-	-	-	-	
FCP HORIZON REASURY FUND	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
<b>B - Autres titres de participation</b>						<b>434 021</b>	<b>434 021</b>	<b>839 252</b>	<b>38 662</b>	<b>23 166</b>
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	724	724	-	-	-	-	
C/C FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	-	35 944	35 944	-	-	-	-	
C/C ECOAPARC DE BERREACHID	-	-	-	4 341	4 341	-	-	-	-	
C/C NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	2 300	2 300	-	-	-	-	
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	231 750,00	49,01%	390 712	390 712	30/06/2022	839 252,00	38 662,00	23 166,44	
<b>C - Emplois assimilés</b>						<b>93 268</b>	<b>92 868</b>	<b>3 561 632</b>	<b>288 515</b>	<b>-</b>
ALD AUTOMOTIVE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000,00	15,00%	3 000	3 000	30/06/2022	232 083,00	31 489,00	-	
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000,00	0,63%	392	392	31/12/2015	81 355,00	-217,00	-	
FINEA	ACTIVITES FINANCIERES	180,00	0,17%	344	344	31/12/2019	343 153,00	50 272,00	222,00	
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315,00	0,03%	712	712	31/12/2016	738,00	-	-	
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	19 005,00	6,67%	1 267	1 267	-	-	-	-	
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500,00	16,00%	1 840	1 840	31/12/2017	12 511,12	-563,59	-	
RECOURS	SOCIETE DE RECouvreMENT	2 500,00	-	250	250	-	-	-	-	
SANOPI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	44 513,00	-	22	22	31/12/2015	613 893,00	65 375,00	-	
SETTAPARK	ZONE INDUSTRIELLE	-	16,33%	6 530	6 530	31/12/2021	22 128,36	206,83	-	
SGATS	ACTIVITES INFORMATIQUES	-	0,10%	2	2	31/12/2020	21 954,02	9 276,95	-	
PME CROISSANCE	ACTIVITES FINANCIERES	452 135,10	13,20%	31 168	31 168	31/05/2022	459 836,00	-1 868,00	-	
SAHAM ASSISTANCE	ASSURANCE	-	-	-	-	31/12/2015	129 554,00	31 847,00	-	
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450,00	3,28%	1 229	1 229	31/12/2018	128 906,99	2 945,28	-	
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000,00	1,76%	351	351	31/12/2019	306 247,66	1 369,12	-	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	98 200,00	11,20%	11 000	11 000	31/12/2019	136 299,98	18 440,54	-	
ECOPARC DE BERREACHID	ZONE INDUSTRIELLE	55 000,00	20,00%	11 000	11 000	31/12/2021	18 234,64	-12 930,45	-	
SOGEPIB	ZONE INDUSTRIELLE	18 000,00	5,00%	900	900	31/12/2021	29 904,73	7 540,80	413,00	
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000,00	10,00%	5 339	5 339	31/12/2018	72 619,69	22 056,46	-	
PORTNET	ACTIVITES INFORMATIQUES	6 000,00	2,65%	300	300	31/12/2018	78 403,11	10 366,21	-	
BVC	ACTIVITES FINANCIERES	-	3,00%	11 765	11 765	31/12/2018	754 000,00	-	-	
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	154	3	-	-	-	-	
SOCIETE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	ACTIVITES FINANCIERES	1 000,00	5,88%	59	59	31/12/2020	6 175,33	1 456,28	-	
SOGEPPOS	ZONE INDUSTRIELLE	35 000,00	13,20%	4 622	4 622	31/12/2021	62 360,77	14 012,93	1 665,00	
SG ABS	ACTIVITES INFORMATIQUES	-	5,00%	25	25	31/12/2019	51 273,68	37 440,05	-	
FCP SG SOCIAL IMPAC FUND	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-	
<b>Titres de Moucharaka</b>										
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Titres de Moudaraba</b>										
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				<b>2 379 712</b>	<b>2 218 190</b>		<b>7 098 103</b>	<b>506 835</b>	<b>211 586</b>	

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 31/12/2022

CRÉANCES	En milliers de Dirhams					
	MONTANT			Dont Entreprises liées et Apparentées		
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Brut	Prov.	Net	Net	Net	Net	
1	2	3	4	5	6	
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés			NÉANT			
Créances subordonnées à la clientèle						
<b>TOTAL</b>						

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2022

DÉPÔTS	En milliers de Dirhams					
	Secteur public	Secteur privé			31/12/2022	31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	249 531	299 402	21 265 796	31 876 124	53 690 853	50 759 366
Compte d'épargne	-	-	1 670	10 210 223	10 211 893	10 128 514
Dépôts à terme	500 000	-	918 853	2 798 625	4 217 478	4 239 633
Autres comptes créditeurs (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	108 519	1 827 832	1 630 212	3 566 563	3 083 621
Intérêts courus à payer	-	-	-	23 030	23 030	31 970
<b>TOTAL</b>	<b>749 531</b>	<b>407 921</b>	<b>24 014 151</b>	<b>46 538 214</b>	<b>71 709 817</b>	<b>68 243 104</b>

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2022

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	237	177
Créditeurs divers	1 136 066	927 010
Comptes de régularisation	1 909 213	1 873 515
<b>TOTAL</b>	<b>3 045 516</b>	<b>2 800 703</b>

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2022

DETTES	En milliers de Dirhams						
	Établissements de crédits et assimilés au Maroc				Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Total			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	-	2 395	129 639	85 246	217 280	497 707	
VALEURS DONNÉES EN PENSION	2 375 493	-	-	-	2 375 493	-	
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-	
- à terme	2 375 493	-	-	-	2 375 493	-	
EMPRUNT DE TRÉSORERIE	1 174 000	-	-	4 871 656	6 045 656	1 362 355	
- au jour le jour	-	-	-	618 220	618 220	-	
- à terme	1 174 000	-	-	4 253 436	5 427 436	1 362 355	
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	-	482 726	482 726	191 232	
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-	
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-	
- Salam	-	-	-	-	-	-	
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	271 290	2 028	-	273 318	291 147	
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	1 066	-	-	32 877	33 943	796	
<b>TOTAL</b>	<b>3 550 559</b>	<b>273 685</b>	<b>131 667</b>	<b>5 472 505</b>	<b>9 428 416</b>	<b>2 343 237</b>	

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2022

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
- Crédit-bail mobilier en cours									
- Crédit-bail mobilier loué									
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué									
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Loyers en souffrance									
<b>Total</b>									

NEANT

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2022

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov. début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
- Droit au bail	142 281	131	-	142 412	-	-	-	142 412
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 775 156	356 834	-	2 131 990	1 002 017	196 470	-	933 502
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 498 903	10 921	-	1 509 824	956 247	46 936	-	498 409
. Terrain d'exploitation	122 984	-	-	122 984	-	-	-	122 984
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 375 919	10 921	-	1 386 840	964 479	46 936	-	375 425
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	565 239	5 380	-	570 619	413 500	39 115	-	166 602
. Mobilier de bureau d'exploitation	-	120 450	-	120 450	84 941	4 771	-	30 738
. Matériel de bureau d'exploitation	14 882	-590	-	14 292	-	753	-	13 539
. Matériel informatique	270 442	55 046	-	325 488	175 478	27 726	-	122 284
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	118	-22	-	97	52	5	-	40
. Autres matériels d'exploitation	279 796	-169 505	-	110 292	104 431	5 860	-	-
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	1 292 055	80 089	1 747	1 370 397	1 047 357	43 846	-	279 193
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	317 740	43 859	-	361 599	192 371	5 939	-	121 633
. Terrains hors exploitation	25 398	-	-	25 398	-	-	-	25 398
. Immeubles hors exploitation	77 019	-2 191	-	74 828	59 168	2 521	-	13 140
. Mobilier et matériel hors exploitation	17 292	38 397	-	55 689	15 484	636	-	39 569
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	198 031	7 653	-	205 684	159 376	2 783	-	43 526
<b>Total</b>	<b>5 591 376</b>	<b>497 213</b>	<b>1 747</b>	<b>6 086 841</b>	<b>3 612 783</b>	<b>332 306</b>	<b>-</b>	<b>2 141 752</b>

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2022

En milliers de Dirhams

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
NEANT							
<b>Total</b>							

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 31/12/2022

En milliers de Dirhams

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTÉRISTIQUES			MONTANT	dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur Nominale Unitaire	Taux Nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICAT DE DÉPÔTS STRUCTURE	02/05/2018	02/05/2023	100	3,95%	Conditionnel	22 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/10/2022	31/10/2023	100	2,80%	-	130 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/10/2022	02/05/2023	100	2,65%	-	200 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/04/2022	30/10/2023	100	2,03%	-	400 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/04/2022	28/04/2023	100	1,91%	-	400 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/10/2022	31/10/2024	100	3,00%	-	140 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/03/2019	18/12/2025	100	3,38%	-	450 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/03/2019	20/09/2024	100	3,21%	-	450 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/02/2019	22/02/2026	100	2,92%	-	500 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/08/2022	28/02/2023	100	2,20%	-	1 070 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/11/2022	01/03/2023	100	2,85%	-	150 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/06/2022	30/06/2023	100	2,07%	-	325 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	30/11/2022	30/11/2023	100	3,25%	-	580 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/05/2016	31/05/2023	100	3,08%	-	700 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	31/10/2022	31/01/2023	100	2,55%	-	730 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/02/2019	22/06/2025	100	3,31%	-	500 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	22/02/2019	22/02/2024	100	3,15%	-	500 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/04/2022	29/04/2024	100	2,20%	-	400 000	-	-	-
CERTIFICAT DE DÉPÔTS	29/03/2019	29/03/2026	100	2,92%	-	600 000	-	-	-
<b>TOTAL</b>						<b>8 247 000</b>			

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2022

Rubrique	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
<b>Titres à livrer</b>	350 000	133 925
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	350 000	133 925
- Autres	-	-
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
<b>Titres à recevoir</b>	626 900	133 951
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	51 583
- Marché gré à gré	626 900	82 368
- Autres	-	-

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022

CAPITAUX PROPRES	En milliers de Dirhams			
	Encours 31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2022
<b>Écarts de réévaluation</b>	-	-	-	-
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	8 781 613	508 603	-	9 290 216
Réserve légale	205 000	-	-	205 000
Autres réserves	7 979 113	508 603	-	8 487 716
Primes d'émission, de fusion et d'apport	597 500	-	-	597 500
<b>Capital</b>	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital appelé	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
<b>Actionnaires. Capital non versé</b>	-	-	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	-	-	-	-
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	857 103	-857 103	1 028 091	1 028 091
<b>TOTAL</b>	11 791 216	-857 103	1 028 091	12 470 807

PROVISIONS AU 31/12/2022

PROVISIONS	En milliers de Dirhams						
	Encours 31/12/2021	Dotations	Reprise utilisées	Reprise devenues disponibles	Écart de conversion	Autres variations	Encours 31/12/2022
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :</b>	7 894 045	1 658 932	182 783	1 116 519	-	-743	8 254 429
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP*)	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle (y compris FP*)	7 732 172	1 610 436	182 783	1 068 615	-	-743	8 091 953
Titres de placement (y compris Certificats de Sukuk)	569	47 896	-	47 904	-	-	571
Titres de participation et emplois assimilés	161 305	600	-	-	-	-	161 905
Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-	-	-	-
Autres Actifs	-	-	-	-	-	-	-
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	1 334 052	128 811	6 128	89 071	-	-	1 367 694
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	243 436	76 406	-	57 328	-	-	262 514
Provisions pour risques sur créances sensibles	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	671 575	19 466	-	20 000	-	-	671 071
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provision pour risques sur Moudaraba)	419 041	32 939	6 128	11 743	-	-	434 110
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	9 228 097	1 787 743	188 911	1 205 590	-	-743	9 622 123

\* Finance participative

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2022

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaaleur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)	Montant N (en contrevaaleur KDH)	Montant N-1 (en contrevaaleur KDH)
							MAD	130 000		4,77% (taux fixe)
MAD	238 200		4,77% (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 <sup>ème</sup> année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	158 800	158 800	-	-
MAD	431 800		3,51% (Taux révisable)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 <sup>ème</sup> année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	749 500		4% (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 <sup>ème</sup> année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	50 500		4% (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 <sup>ème</sup> année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	6 500	6 500	-	-
<b>Total</b>	<b>1 600 000</b>						<b>165 300</b>	<b>165 300</b>		

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 31/12/2022

Réseau	Objet économique	Montant global	Montant à fin 2021	En milliers de Dirhams	
				Utilisation 2022	Montant à fin 2022
Subventions					
Fonds publics affectés			NÉANT		
Fonds spéciaux de garantie					

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 31/12/2022

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
7	21 966 385	17 222 617	4 256 997	486 772

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 31/12/2022

TITRES	En milliers de Dirhams	
	Opérations de couverture 31/12/2022	Opérations de couverture 31/12/2021
<b>Opérations de change à terme</b>	8 270 285	5 461 202
Devises à recevoir	2 810 153	1 424 481
Dirhams à livrer	2 332 283	884 830
Devises à livrer	1 752 969	1 778 888
Dirhams à recevoir	1 374 879	1 373 003
- Dont swaps financiers de devises	-	-
<b>Engagements sur produits dérivés</b>	21 277	20 052
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	21 277	20 052
<b>TOTAL</b>	<b>8 291 562</b>	<b>5 481 254</b>

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams					
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	351 283	488 406	1 325 137	1 965 610	-	4 130 436
Créances sur la clientèle	16 202 359	5 821 812	7 564 925	18 876 034	21 306 386	69 771 516
Titres de créances	-	161 223	2 399 712	4 413 776	775 232	7 749 943
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
IJARA	-	-	-	-	-	-
<b>Total Actif</b>	<b>16 553 642</b>	<b>6 471 441</b>	<b>11 289 774</b>	<b>25 255 420</b>	<b>22 081 618</b>	<b>81 651 895</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 689 310	2 606 641	1 175 805	813 896	-	8 285 652
Dettes envers la clientèle	1 254 562	1 291 189	1 550 219	1 215 508	-	4 217 478
Titres de créances émis	730 000	1 220 000	2 757 000	3 540 000	-	8 247 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	800 000	800 000	1 600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	5 041	35 829	159 801	-	-	200 671
<b>Total Passif</b>	<b>5 678 913</b>	<b>5 153 659</b>	<b>5 642 825</b>	<b>5 275 404</b>	<b>800 000</b>	<b>22 550 801</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22 232 555</b>	<b>11 625 100</b>	<b>16 932 599</b>	<b>30 530 824</b>	<b>22 881 618</b>	<b>104 202 696</b>

**VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	159 362	-	-
Hypothèques	42 501 515	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	118 337 860	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>160 998 737</b>	-	-

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-

**MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams			
INTÉRÊTS	Montant 31/12/2022	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2021
<b>INTÉRÊTS PERÇUS</b>	<b>3 669 519</b>	-	<b>3 745 939</b>
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	110 184	-	143 230
Dont Intérêts sur créances subordonnées	-	-	-
<b>INTÉRÊTS VERSÉS</b>	<b>615 594</b>	-	<b>656 468</b>
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	110 005	-	-
Dont Intérêts sur dettes subordonnées	89 654	-	91 282

En milliers de Dirhams			
COMMISSIONS	Montant 31/12/2022	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2021
<b>COMMISSIONS PERÇUES</b>	<b>766 763</b>	-	<b>111 435</b>
Commissions sur engagements de financement donnés	102 737	-	101 252
Commissions sur engagements de garantie donnés	9 486	-	10 183
<b>COMMISSIONS VERSÉES</b>	<b>75 149</b>	-	<b>4 016</b>
Commissions sur engagements de financement reçus	1 943	-	-
Commissions sur engagements de garantie reçus	5 805	-	4 016

**PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
CATÉGORIE DES TITRES	PRODUITS PERÇUS
Titres de placement	4 051
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	214 094
Emplois assimilés	472
<b>TOTAL</b>	<b>218 616</b>

**VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PAR PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 31/12/2022**

1. VENTILATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Activité bancaire	4 420 747	1 550 130	1 476 875
- Autres activités	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 420 747</b>	<b>1 550 130</b>	<b>1 476 875</b>

2. VENTILATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Maroc	4 420 747	1 550 130	1 476 875
- Autres zones	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 420 747</b>	<b>1 550 130</b>	<b>1 476 875</b>

**COMMISSIONS AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
COMMISSIONS	Montant
<b>COMMISSIONS PERÇUES :</b>	<b>766 763</b>
sur opérations avec les établissements de crédit	1 757
sur opérations avec la clientèle	235 661
sur opérations de change	79 360
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	12 271
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	33 631
sur moyens de paiement	291 719
sur activités de conseil et d'assistance	5 418
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	106 945
<b>COMMISSIONS VERSÉES</b>	<b>75 149</b>
sur opérations avec les établissements de crédit	-
sur opérations avec la clientèle	-
sur opérations de change	3 294
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
sur moyens de paiement	67 288
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	4 567

**DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams				
NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	147 804	574 919	563 988	158 735
B. TVA à récupérer	73 377	243 429	220 409	96 398
Sur charges	45 485	166 849	152 271	60 063
Sur immobilisations	27 892	76 580	68 138	36 334
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	74 427	331 490	343 579	62 337

**RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
PRODUITS ET CHARGES	Montant
<b>PRODUITS</b>	<b>825 309</b>
Gains sur les titres de transaction	67 039
Plus value de cession sur titres de placement	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	47 904
Gains sur les produits dérivés	-
Gains sur les opérations de change	710 366
<b>CHARGES</b>	<b>322 985</b>
Pertes sur les titres de transaction	38 340
Moins value de cession sur titres de placement	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	47 896
Pertes sur les produits dérivés	3 712
Pertes sur opérations de change	233 037
<b>RÉSULTAT</b>	<b>502 324</b>

**CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
CHARGES	Montant
CHARGES DE PERSONNEL	1 130 349
IMPÔTS ET TAXES	49 799
CHARGES EXTERNES	837 018
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	17 080
Dotations aux amortiss. et aux provisions des immob. incorporelles et corporelles	332 306

**AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
Produits et charges	Montant
<b>Autres produits et charges bancaires</b>	
Autres produits bancaires	902 935
Autres charges bancaires	540 302
<b>Produits et charges d'exploitation non bancaire</b>	
Produits d'exploitation non bancaire	167 462
Charges d'exploitation non bancaire	58 103
<b>Autres charges</b>	
Dotation aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 950 768
<b>Autres produits</b>	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 337 345
<b>Produits et charges non courants</b>	
Produits non courants	21 040
Charges non courantes	94 296

**DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
I. Détermination du résultat	Montant
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 550 130
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	508 894
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	827 121
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	1 231 903
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	455 804
. Résultat courant après impôts (-)	776 099

**II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques**

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est soumise à l'IS selon le régime de droit commun, avec un taux d'imposition de 37%.

**DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2022**

I - DATATION	
. Date de clôture <sup>(1)</sup>	31/12/2022
. Date d'établissement des états de synthèse <sup>(2)</sup>	17/03/2023
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	

**II - Évènement nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachable à cet exercice et connus avant la 1<sup>ère</sup> communication externe des états de synthèse**

**ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE**

En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021
	5 580 757	5 417 841
		5 599 591

**EFFECTIF AU 31/12/2022**

En nombre		
	31/12/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	3 077	3 205
Effectifs utilisés	3 077	3 205
Effectifs équivalent plein temps	3 003	3 128
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	1 196	1 222
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1 807	1 906
Cadres (équivalent plein temps)	1 958	1 976
Employés (équivalent plein temps)	1 045	1 150
dont effectifs employés à l'étranger	-	2

**COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2022**

En nombre		
COMPTES DE LA CLIENTÈLE	31/12/2022	31/12/2021
Comptes courants	34 367	35 585
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	19 896	20 484
Autres comptes chèques	448 337	436 783
Comptes d'affacturage	34	-
Comptes dépôts d'investissement	-	-
Comptes d'épargne	367 399	363 355
Comptes à terme	296	2 444
Bons de caisse	1 874	-
Autres comptes de dépôts	-	116 318

**RÉSEAU AU 31/12/2022**

En nombre		
RÉSEAU	31/12/2022	31/12/2021
Guichets permanents	373	371
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	495	501
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	2

## COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 31/12/2022

### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31/12/2022

ENGAGEMENTS	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>20 624 498</b>	<b>20 053 356</b>
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>6 367 026</b>	<b>6 250 819</b>
Crédits documentaires import	2 314 949	2 658 116
Acceptation ou engagements de payer	-	3 790
Ouverture de crédit confirmés	4 027 317	3 563 995
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	20 892	21 050
Autres engagements de financement donnés	3 868	3 868
<b>Engagement de garantie d'ordre d'établissement de crédit et assimilés</b>	<b>3 832 968</b>	<b>3 426 987</b>
Crédits documentaires export confirmés	73 276	47 539
Acceptation ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits donnés	1 122 336	928 647
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 637 356	2 450 801
Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>10 553 524</b>	<b>10 375 550</b>
Garanties de crédits donnés	1 011 394	1 421 397
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	7 157 322	6 607 756
Autres cautions et garanties donnés	2 384 808	2 346 397
Engagements en souffrance	-	-
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>14 146 577</b>	<b>12 803 987</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédits et assimilés	-	-
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
<b>Engagements de garantie reçus d'établissement de crédits et assimilés</b>	<b>7 097 020</b>	<b>5 821 881</b>
Garanties de crédits	2 323 319	2 197 702
Autres garanties reçues	4 773 700	3 624 179
<b>Engagements de garantie reçus de l'État et d'organisme de garantie divers</b>	<b>7 049 557</b>	<b>6 982 106</b>
Garanties de crédits	7 049 557	6 982 106
Autres garanties reçues	-	-

### PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2022

Intitulés	En milliers de Dirhams	
	Montants	Montants
<b>I - RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>		
. Bénéfice net	1 028 091	-
. Perte nette	-	-
<b>II - RÉINTÉGRATIONS FISCALES</b>	<b>1 011 960</b>	
<b>1- Courantes</b>	<b>508 894</b>	
- Loyers sur véhicules de tourisme	3 235	-
- Dons	696	-
- Cadeaux à la clientèle	1 169	-
- Charges d'exploitation sur Exercices Antérieurs	4 730	-
- Provisions pour Prédoutoux et Douteux	457 891	-
- Provisions pour risques et charges	21 673	-
- Provisions pour risques généraux	19 499	-
<b>2- Non courantes</b>	<b>503 066</b>	
- Amendes et pénalités fiscales	3 099	-
- Autres charges non courantes	1 804	-
- Impôts sur les sociétés	448 784	-
- Contribution Sociale de Solidarité (CSS)	49 379	-
<b>III - DÉDUCTIONS FISCALES</b>		<b>827 121</b>
1- Courantes	-	827 121
- Abattement sur les produits de participation (Dividendes)	-	214 163
- Reprises de provisions pour Prédoutoux et Douteux	-	591 984
- Reprises de provisions pour risques et charges	-	20 971
- Reprises de provisions pour risques généraux	-	3
2- Non courantes	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 040 051</b>	<b>827 121</b>
<b>IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL</b>		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	-	1 212 930
<b>V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)</b>		
. Exercice n-4	-	-
. Exercice n-3	-	-
. Exercice n-2	-	-
. Exercice n-1	-	-
<b>VI - RÉSULTAT NET FISCAL</b>		
. Bénéfice net fiscal (A - C)	-	1 212 930
OU		
. Déficit net fiscal (B)	-	-
<b>VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS</b>		
<b>VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER</b>		
. Exercice n-4	-	-
. Exercice n-3	-	-
. Exercice n-2	-	-
. Exercice n-1	-	-

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

### VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 31/12/2022

BILAN	en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>ACTIF</b>	<b>7 473 989</b>	<b>6 023 104</b>
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	55 292	20 529
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 338 995	1 468 518
Créances sur la clientèle	4 466 726	3 563 221
Titres de transaction et de placement et invest	529 941	493 019
Autres actifs	77 661	473 036
Titres de participation et emplois assimilés	5 374	4 781
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
<b>PASSIF</b>	<b>8 376 017</b>	<b>5 375 705</b>
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 219 719	1 423 694
Dépôts de la clientèle	2 973 032	3 888 916
Titres de créance émis	-	-
Autres passifs	183 266	63 095
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
<b>HORS BILAN</b>	<b>18 042 970</b>	<b>8 292 673</b>
Engagements donnés	9 803 925	6 891 377
Engagements reçus	8 239 045	1 401 296

### RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2022

Nom des principaux actionnaires ou associés	N° IF	N° CIN	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
				Exercice précédent	Exercice actuel	
Montant du capital				2 152 500 000	DHS	
Montant du capital social souscrit et non appelé				-	-	
Valeur nominale des titres				105	DHS	
SG FRANCE	55212022	29	Bd Haussman 75009 Paris France	11 802 223	11 823 256	58%
DEVECO-SOUSS	6928071	153	Bd de la Gironde - Casablanca	5 644 794	5 644 794	28%
DIVERS AUTRES ACTIONNAIRES		55	Bd Abdelmoumen - Casablanca	1 023 868	708 828	3%
PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENTS	11085200	78	Rue d'Alger - Casablanca	661 764	661 764	3%
HAKAM ABDELLATIF FINANCE	3331405		C/Hakam Frères Avenue Hassan II Route de Casa Rabat	265 349	473 480	2%
FINAM	2221142		C/Ets Hakam Frères Av. Hassan II Route de Casa Rabat Rabat Y El Mansour	239 416	239 416	1%
MAD INVEST	46009		C/Hakam Frères Avenue Hassan II Route de Casa Rabat Rabat Y El Mansour	239 379	219 379	1%
MEKOUAR MOUNA			55, Av. Victor Hugo - 75116 Paris - France	-	151 682	1%
MEKOUAR AZIZA			6, Allée des Noisetiers Anfa - 20170 Casablanca	-	121 434	1%
MEKOUAR MALIKA			5, rue Abdelaziz Ben Driss Oasis - Casablanca	-	121 434	1%
CHEDDADI NAIMA EP MEKOUAR	B430452	BP 13321 - Casablanca		341 535	106 366	1%
MEKOUAR MOHAMMED CHAKIB	BE69823	lcoma Bd Hassan II - Mohammedia		106 256	106 256	1%
ZAK FINANCE	1622659	16-18, Rue Soldat Raphael Mariscal - Casablanca		68 406	68 406	-
SOCIÉTÉ BISMILLAH HOLDING	3331491	C/Hakam Av. Hassan II - Route de Casa Rabat		107 010	53 505	-
<b>TOTAL</b>				<b>20 500 000</b>	<b>20 500 000</b>	<b>100,00%</b>

### AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

A- Origine des résultats affectés	En Dirhams	
	Montants	Montants
Projet de l'AGO du 24/05/2022		
Report à nouveau	-	Réserve légale
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes
Résultat net de l'exercice	857 103	Autres affectations
Prélèvements sur les bénéfices	-	
Autres prélèvements	-	
<b>TOTAL A</b>	<b>857 103</b>	<b>TOTAL B</b>
		<b>857 103</b>

### TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2022

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	17 236	16 745	114 043 762	117 418 551
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	38	38	30 424 085	26 463 213
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	13	12	12 062 011	10 194 694
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	5	-	1 592 849	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

### RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS</b>	<b>12 470 807</b>	<b>11 791 216</b>	<b>11 341 038</b>
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1. Produit net bancaire	4 420 747	4 357 551	4 239 987
2. Résultat avant impôts	1 476 875	1 222 509	892 003
3. Impôts sur les résultats	448 784	365 406	391 750
4. Bénéfices distribués	-	-	-
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	1 028 091	857 103	500 253
<b>RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>			
Résultat net par action ou part sociale	47,76%	41,81%	24,40%
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	-	-
<b>PERSONNEL</b>			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 130 349	1 133 797	1 086 521
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 077	3 321	3 321

### ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021



7, Boulevard Driss Slaoui  
20 160 Casablanca  
Maroc



Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah,  
Tour Ivraie III,  
20 300 Casablanca (Marina)

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES**

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Société Générale Marocaine de Banques comprenant le bilan, le compte des produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 14.102.108, dont un bénéfice net de KMAD 1.028.091, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation provisoire a été arrêtée par le Directoire en date du 28 février 2023 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 22 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes



Faïçal MEKOUAR  
Associé



Sakina BENSOUA KORACHI  
Associée

## RÉSULTATS FINANCIERS DE DAR AL AMANE AU 31/12/2022

### ACTIF ET PASSIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 31/12/2022

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	304 095	217 056
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 381	5 633
3. Créances sur la clientèle	3 334 783	2 755 109
. Créances sur Mourabaha	3 326 653	2 751 441
. Créances sur Salam	-	-
. Créances sur autres financements participatifs	-	-
. Autres créances sur la clientèle	8 130	3 668
4. Titres de transaction et de placement	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
5. Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	7 970	5 863
6. Immobilisations données en Ijara	-	-
7. Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
. dont Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
8. Dépôts d'investissement placés et Wakala Bil Istismar Placés	-	-
9. Autres actifs	24 110	26 160
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 680 340</b>	<b>3 009 821</b>

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 632 635	1 249 227
. Dettes sur Mourabaha	-	-
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	-	-
. Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 632 635	1 249 227
3. Dépôts de la clientèle	523 767	409 023
. Comptes à vue créditeurs	486 630	374 394
. Autres comptes créditeurs	37 138	34 630
4. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	4 399	3 819
. Dettes sur Mourabaha	-	-
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	4 399	3 819
5. Autres passifs	1 046 189	894 148
6. Provisions pour risques et charges	-	3
7. Dépôts d'investissement reçus et Wakala Bil Istismar reçus	201 410	213 018
8. Dotation en Capital	260 000	260 000
9. Report à nouveau (+/-)	-18 986	-48 119
10. Résultat net de l'exercice (+/-)	30 925	28 701
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 680 340</b>	<b>3 009 821</b>

### HORS BILAN AU 31/12/2022

HORS BILAN	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>20 892</b>	<b>21 050</b>
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	20 892	21 050
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>3 640</b>	<b>2 806</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	3 640	2 806
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>106 805</b>	<b>86 548</b>
1. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
2. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	102 180	82 821
3. Produits sur titres de propriété <sup>(1)</sup> et certificats de Sukuks	-	-
4. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
5. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
6. Commissions sur prestations de service	4 481	3 659
7. Autres produits bancaires	109	59
8. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	35	9
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>8 356</b>	<b>7 169</b>
9. Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	38	88
10. Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
11. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
12. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
13. Autres charges bancaires	4 203	3 402
14. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	4 115	3 679
<b>III. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>98 449</b>	<b>79 379</b>
15. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
16. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
<b>IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>48 234</b>	<b>49 498</b>
<b>V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES</b>	<b>1 569</b>	<b>959</b>
<b>VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES</b>	<b>861</b>	<b>211</b>
<b>VII. RÉSULTAT COURANT</b>	<b>49 507</b>	<b>29 133</b>
<b>VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>49 507</b>	<b>29 133</b>
17. Impôts théoriques <sup>(2)</sup>	18 582	433
<b>IX. RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS</b>	<b>30 925</b>	<b>28 701</b>

(1) Autres que Moucharaka et Moudaraba

(2) Le calcul de l'IS réel est compris dans la charge d'impôt de Société Générale Maroc.

### DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

DETTES	En milliers de Dirhams				Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle		
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS						
- Mourabaha <sup>(1)</sup>						
- Salam						
- Autres financements participatifs						
<b>TOTAL</b>						

#### Commentaires :

(1) principalement les avances sur Mourabaha

### DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS REÇUS DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

DÉPÔT D'INVESTISSEMENTS	En milliers de Dirhams					
	Encours 31/12/2021	Affectation des résultats	Dépôts collectés	Dépôts restitués	Autres variations	Encours 31/12/2022
Dépôts d'investissement reçus	211 639	-	284 967	295 934	-	200 671
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	211 639	-	284 967	295 934	-	200 671
Réserve de péréquation des profits	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Réserves pour risques d'investissements	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	-	1 171	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	1 171	-	-	-	-
Report sur dépôts d'investissement	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Résultats en instance d'affectation (+/-)	1 379	530	-	-	1 171	738
<b>TOTAL</b>	<b>213 018</b>	<b>1 701</b>	<b>284 967</b>	<b>295 934</b>	<b>1 171</b>	<b>201 410</b>

### TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions				Montant net à la fin de l'exercice	
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stocks		Cumul à la fin de l'exercice
Bien acquis - Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	-	77 912	77 912	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	77 912	77 912	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	5 863	792 664	790 557	-	7 970	-	-	-	-	-	7 970
Bien acquis - Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 863</b>	<b>870 576</b>	<b>868 469</b>	<b>-</b>	<b>7 970</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 970</b>

### TABLEAU DE VARIATION DE LA MARGE CONSTATÉE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022

BIENS	En milliers de Dirhams							
	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte du résultat Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part constaté en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnées	Montant brut à la fin de l'exercice	Encours des créances Mourabaha	
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-	
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	-	-	
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	
- Mourabaha pour donner d'ordre	716 908	249 285	106 334	1 394	4 463	861 321	3 335 945	
<b>TOTAL</b>	<b>716 908</b>	<b>249 285</b>	<b>106 334</b>	<b>1 394</b>	<b>4 463</b>	<b>861 321</b>	<b>3 335 945</b>	

# PRINCIPES ET NORMES COMPTABLES IAS/IFRS APPLIQUÉS PAR LE GROUPE SGMA

Les normes comptables internationales sont appliquées par le groupe Société Générale Marocaine de Banques à compter depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## 1. CONSOLIDATION

### Périmètre de consolidation :

Entrent dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées (Contrôle exclusif ou conjoint) ou sous influence notable. Il n'est pas fixé de seuils chiffrés d'exclusion dans les normes, l'appréciation de la matérialité doit se faire conformément au cadre conceptuel des IFRS.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Ainsi, l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers.

L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude.

### Exclusion du périmètre :

Deux cas d'exception existent :

- la détention en vue de revente ultérieure à un horizon maximum fixé à 12 mois,
- l'existence de restrictions sévères et durables qui limitent la capacité à transférer des fonds à l'investisseur,
- le caractère significatif.

### Regroupements d'entreprises :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas effectué de regroupement courant 2008.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 31/12/06.

### Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques applique un ensemble de seuils pour inclure certaines entités dans le périmètre de consolidation :

**Filiales intégrées globalement :** Pour être intégrée globalement, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droits de vote > 40% ;
- total bilan > 0,1% de celui de l'activité agrégée du groupe Société Générale Marocaine de Banques.

**Filiales mises en équivalence :** Pour être mise en équivalence, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droit de vote compris entre 15% et 40% ;
- part dans la situation nette > 0,5% des capitaux propres de l'activité agrégée ;
- total bilan > 0,1% de celui de l'activité agrégée.

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques ne dispose pas d'entité ad hoc.

## 2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un actif matériel contrôlé et possédé pour la fourniture de services ou pour les tâches administratives propres à la banque. En plus de la nature de la dépense qui reste déterminante pour son passage en immobilisation (au lieu de charge), il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'inventorier le bien en question et ce durant toute sa durée d'existence à l'actif de la banque. Il en découle que si la dépense présente des difficultés quant à sa localisation suite à l'inventaire physique, il faut la passer en charge.

### Évaluation initiale :

Le coût d'acquisition du bien comporte :

- Le prix d'achat,
- + Les droits de douane et autres impôts et taxes non récupérables,
- les réductions commerciales obtenues et des taxes légalement récupérables,
- + Les frais de transports,
- + Les frais de transit,
- + Les frais de réception,
- + Les frais d'assurance...
- + Les charges d'installation qui sont nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien en question.

Sont à exclure du coût d'acquisition :

- Les droits de mutation,
- Les honoraires et commissions,
- Les frais d'actes.

### Évaluation postérieure :

#### Modèle du coût :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel est comptabilisé à son coût (ou valeur initiale) après diminution du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur éventuelles.

#### Modèle de réévaluation :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel doit être réévalué régulièrement à sa juste valeur diminuée du cumul des amortissements et pertes de valeur ultérieurs, à condition que sa juste valeur puisse être évaluée de façon fiable.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

#### Amortissement :

**Approches par composants :** chaque composant d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation doit être amorti séparément.

**Base amortissable :** coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle.

**Valeur résiduelle :** le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

**Durée d'amortissement (durée d'utilité) :** c'est soit la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif, soit le nombre d'unités de production ou d'unités similaires que l'entité s'attend à obtenir de l'actif. Le mode d'amortissement utilisé par le groupe Société Générale Marocaine est le linéaire.

#### Options retenues :

Les options retenues portent principalement sur l'adoption de l'approche par composants, le changement au niveau de la durée d'amortissement, et l'adoption du coût amorti.

#### Modèle d'évaluation :

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la réévaluation périodique de ses immeubles d'exploitations.

#### Valeur résiduelle :

Les normes préconisent la prise en compte d'une valeur résiduelle pour chaque immobilisation.

Le montant amortissable de l'actif est son coût diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle des différentes immobilisations est considérée comme nulle.

#### Frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition des immobilisations comprennent exclusivement :

- les droits de mutation (droits d'enregistrement, de conservation foncière...),
- les honoraires ou commissions hors les honoraires d'architecte,
- les frais d'actes.

À l'exclusion des frais de transport, d'installation et de montage ainsi que les honoraires d'architecte qui sont compris dans la valeur d'entrée des immobilisations concernées.

Pour la période précédente à 2012, les frais d'acquisition sont forfaitairement inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées (Terrains et constructions) sur la base le cas échéant, d'une statistique. D'autres frais tels que les honoraires et les droits de mutation sont incorporés dans le coût des immobilisations.

À partir de 2012, les frais d'acquisition sont constatés au réel suite à l'inventaire physique des immobilisations SGMA, et intégrés à la valeur brute des immeubles et terrains, subissant ainsi l'amortissement du bien auquel ils sont rattachés.

#### Coût d'emprunt :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la capitalisation des coûts d'emprunt étant donné qu'aucun emprunt n'est adossé à l'acquisition d'une immobilisation.

#### Approche par composants :

La méthode de reconstitution du coût historique, à partir des factures, a été adoptée pour l'application de l'approche par composants, d'où :

- Affectation du coût historique par composant, s'il y a lieu.
- Distinction entre part terrain et construction.
- Calcul des amortissements en tenant compte des durées et taux d'amortissements retenus pour l'application des normes.
- Retraitement par les capitaux propres du différentiel d'amortissements.

Compte tenu de la nature de l'activité du groupe Société Générale Marocaine de Banques, l'approche par composants s'applique essentiellement aux immeubles.

Les principaux composants sont :

Principaux composants	Durée d'utilité (annuelle)	Durée sociale (annuelle)
Gros œuvre	50	25
Agencements	15	10
Ascenseurs	20	10
Façade	30	10
Installations techniques (climatisation)	12	10
Installations techniques (électricité)	25	10
Installations techniques (groupes électrogène)	30	10
Installations techniques (GTB)	15	10
Installations techniques (autres)	15	10

### 3. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un bien immobilier détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en tirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

#### Options retenues :

Aucun actif ne satisfait aux conditions de classifications en immeuble de placement. Les immobilisations hors exploitations telles que : les centres de vacances et loisirs, les logements de fonction... font parties des immobilisations corporelles.

### 4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production de biens et services, pour une location à des tiers ou à des fins administratives.

#### Immobilisations incorporelles générées en interne :

Un goodwill généré en interne ne peut jamais être reconnu en tant qu'actif.

Le processus de production d'une immobilisation incorporelle comporte deux phases :

- **la recherche** : les dépenses sont passées en charge.
- **le développement** : les dépenses doivent être capitalisées lorsque certains critères sont réunis :
  - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement
  - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de son utilisation ou de sa vente
  - sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle
  - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou l'utilité en interne)
  - la disponibilité des ressources nécessaires à l'achèvement
  - la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Si l'entité ne peut pas distinguer la phase de développement de la phase de recherche, tous les coûts passent en charges.

#### Évaluation postérieure :

##### Modèles d'évaluation :

À l'instar des immobilisations corporelles, deux modèles d'évaluation peuvent être appliqués :

##### Modèle du coût :

Comptabilisation au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

##### Modèle de la réévaluation :

Comptabilisation pour le montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieurs. Ce modèle ne peut être retenu que si les conditions suivantes sont réunies :

- juste valeur déterminée par référence à un marché actif
- les réévaluations régulières
- tous les actifs d'une même catégorie doivent être réévalués sauf s'il n'existe pas de marché actif.

#### Amortissement :

##### Mode d'amortissement :

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques de l'actif. Le mode linéaire doit être utilisé si un autre rythme ne peut être déterminé de façon fiable.

Une immobilisation à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie.

Une immobilisation à durée d'utilité finie doit être amortie sur cette dernière.

La durée et le mode d'amortissement doivent être réexaminés au minimum à la clôture de chaque exercice.

##### Pertes de valeur :

Un test de dépréciation doit être pratiqué à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et à chaque clôture d'exercice pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

#### Options retenues :

Les immobilisations incorporelles du groupe Société Générale Marocaine de Banques sont évaluées à leur coût amorti.

Le taux d'amortissement retenu est celui appliqué en social.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les charges à répartir sont retraitées en contrepartie des capitaux propres.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traitées dans les comptes sociaux selon deux :

- Phase de recherche : les dépenses sont considérées comme charges
- Phase de développement : les dépenses sont immobilisées.

### 5. CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « contrats de location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers du preneur, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

#### PRINCIPES COMPTABLES DE LA NORME IFRS 16

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

#### Options retenues

##### MODALITÉS DE TRANSITION

Pour la première application de la norme IFRS16, le Groupe Société Générale Maroc a choisi de mettre en œuvre l'approche rétrospective modifiée par la norme.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le montant de la dette locative sur les contrats en cours est calculé en actualisant les loyers résiduels avec les taux en vigueur à cette date en tenant compte de la durée résiduelle estimées des contrats. Les droits d'utilisation correspondants sont constatés au bilan pour un montant égal à celui de la dette locative. La première application de la norme IFRS 16 est donc sans incidence sur le montant des capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

##### EXEMPTIONS

- Contrats de location à courte durée (inférieurs à 1 an),
- Contrats de location des biens de faible valeur.

##### DURÉE

- La durée retenue généralement pour les baux commerciaux est de 9 ans ;
- La durée retenue pour les contrats LLD est la durée contractuelle.

##### TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation appliqué pour l'évaluation de la dette locative pour les contrats de location est le taux de refinancement sur le marché financier.

#### Comptabilisation chez le preneur :

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêt de la dette.

#### Comptabilisation chez le bailleur :

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location.

Les entités exerçant l'activité du crédit-bail au niveau du Groupe sont Sogelease et Eqdom. Le traitement comptable appliqué par le groupe Société Générale Marocaine de Banques dans le cadre de la consolidation est conforme aux IFRS.

### 6. CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS9

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le groupe Société Générale Marocaine des banques applique la norme IFRS 9 qui définit, en remplacement de la norme IAS 39, de nouvelles règles de classement, d'évaluation des actifs et passifs financiers et une nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de provisionnement des engagements de financement et de garantie.

Les différences d'évaluation des actifs et passifs financiers résultant de la première application de la norme IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont comptabilisées directement dans les capitaux propres à cette date.

#### 6.1 CLASSEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS SOUS IFRS 9

La norme IFRS 9 prévoit 3 catégories d'actifs :

- **Coût amorti** : Le coût amorti par définition ne peut s'appliquer qu'aux instruments de dettes (prêts, créances et titres de dettes) que l'entreprise a l'intention de conserver jusqu'à son échéance permettant une stabilité du résultat.
- **Juste valeur par résultat**
- **Juste valeur par capitaux propres OCI**
- **Instruments dettes en juste valeur par capitaux propres OCI recyclables**
- **Instruments de capitaux propres en juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable.**

### 6.1.1 Critères de classement sous IFRS9

La classification IFRS 9 dépend de 2 critères cumulatifs :

#### ■ Caractéristiques du produit (SPPI ou no SPPI) :

La norme IFRS 9 prévoit un test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments de dettes appelé « Test SPPI » afin de s'assurer que les flux de trésorerie du contrat correspondent uniquement à des remboursements du principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Dans le cas contraire, ces actifs devraient être classés en JV Résultat.

#### ■ Le modèle de gestion suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- Held To Collect contractual cash-flows (HTC) : la collecte des flux de Trésorerie contractuels
- Held To Collect and Sale (HTC&S) : la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs
- Autre / vente (Held For Sale - HFS) : les autres intentions de gestion

### 6.1.2 Instruments de capitaux propres

La norme IFRS 9 prévoit deux classements pour les instruments de capitaux propres :

- Juste valeur par résultat
- Juste valeur par OCI non recyclables sur option irrévocable

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transactions sont affectés par défaut dans la juste valeur par résultats.

L'option de la JV par OCI peut être appliquée « ligne à ligne » sur les instruments de capitaux propres détenus pour des fins autres que transactions.

### 6.1.3 Dérivés (hors couverture)

Aucun changement induit par la norme IFRS 9.

### 6.1.4 Passifs financiers sous IFRS 9

La norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classement des passifs financiers par rapport à IAS39.

Les catégories comptables disponibles :

- Passif financier au coût amorti : Il s'agit du classement par défaut ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat : instruments émis avec intention de « trading » ou instruments non basiques en option irrévocable.

### 6.2 DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS 9

IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation basé sur l'estimation des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL) et exige notamment que les entités comptabilisent une dépréciation des actifs financiers dès la date de comptabilisation initiale.

#### 6.2.1 Principaux changements

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation ;
- À chaque date de clôture, l'entité doit déterminer si le risque de crédit lié à un instrument financier a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale.

#### 6.2.2 Modèle de dépréciation

Selon ce nouveau modèle de dépréciation, les actifs financiers (y compris les titres de dettes) sont classés en 3 catégories :

- Bucket 1 : Créances saines dont le risque de crédit est faible sans dégradation depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues dans les 12 mois.
- Bucket 2 : Créances dont le risque de crédit s'est détérioré de manière significative depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues sur toute la durée de vie des créances.
- Bucket 3 : l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur à la date de clôture par résultat ou par OCI sur option irrévocable ligne à ligne.

#### 6.2.3 Méthodologie de classification sur les périmètres Retail

La méthodologie de classification sur le périmètre Retail est réalisée à la « maille contrat » et se déroule en fonction des critères suivants :

- Pour les impayés de crédits amortissables :
  - Entre 31 et 89 jours de retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 2.
  - Au-delà de 90 jours retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 3.

#### ■ Pour les dépassements d'autorisations de découvert :

- Entre 31 et 89 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 2.
- Au-delà de 90 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 3.

#### ■ Pour les restructurés sortis du défaut, l'engagement est classé en Bucket 2 pendant 2 ans.

### 6.2.4 Méthodologie de classification sur les périmètres Non retail

Tout comme le Retail, la norme IFRS 9.2 introduit la classe « Sensible » (S2) pour les contreparties Non Retail dès lors qu'elles nécessitent une surveillance spécifique au vu de certains facteurs traduisant la détérioration de leur qualité de crédit.

L'évaluation de ce risque de crédit pour les contreparties Non Retail est réalisée à la « maille client » et se base sur plusieurs types de critères permettant de déterminer la Watchlist, base des contreparties sensibles Non Retail.

L'enjeu étant d'identifier rapidement les contreparties Non Retail en situation sensible avant qu'elles ne basculent en défaut et ainsi améliorer le taux de prédictivité du passage en défaut.

Société Générale Maroc se base sur plusieurs critères pour décider du caractère sensible de la contrepartie :

- **Un critère qualitatif** : qui résulte de la relation commerciale directe avec le client (exemple : baisse significative des revenus, forte dépréciation de la valeur des actifs, dépassements répétés d'une autorisation de crédit, changement significatif de l'actionnariat ou de la direction de l'entreprise).
- **Des critères quantitatifs** discutés lors de comités des sensibles dont le but est de décider l'entrée/sortie en sensible des contreparties Non Retail.

### Evolutions normatives IFRS

Depuis le 01/01/2021, les nouvelles dispositions relatives aux dépréciations sont appliquées de manière rétrospective. Les impacts de l'application de la norme IFRS 9 chez le groupe Société Générale Marocaine de Banques au 01/01/2021 ont été comptabilisés en contrepartie réserves.

**Application norme NDOD applicable depuis le 01/01/2021.** Elle consiste à :

- Mettre automatiquement en défaut en cas d'arriérés de paiement > 90 jours avec possibilité d'application d'un seuil de matérialité.
- Mettre en défaut d'un débiteur lorsqu'il existe une situation d'absence probable de paiement, c'est-à-dire que l'on estime que le débiteur ne sera pas en mesure d'honorer pleinement son obligation. Des critères de mise en défaut peuvent s'appliquer, qu'il y ait ou non des arriérés de paiement par ailleurs.
- Instaurer une période de probation (franchise) de 90 jours. Les conditions de mise en défaut ne sont plus remplies, l'ensemble des impayés du débiteur a été apuré, le client a repris ses paiements réguliers et il n'y a pas eu d'incident depuis au moins 90 jours.

## 7. PROVISIONS

### 7.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

#### Évaluation :

La norme IAS 37 retient la même méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges que le référentiel comptable marocain. Ainsi le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Critères de constitution d'une PRC :

- L'obligation actuelle envers un tiers.
- La forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- La fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

#### Options retenues :

Un seuil de 1 MMAD est retenu pour l'analyse des provisions pour risques et charges, l'actualisation est à effectuer si le montant est significatif.

Les provisions à caractères généraux et les provisions réglementées sont annulées.

### 7.2 IFRIC 21 « TAXES »

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Les principales taxes qui ont donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation ont été comptabilisées intégralement en résultat au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**7.3 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »**

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Cette incertitude doit être reflétée dans les comptes consolidés.

**Méthode de transition :**

Le groupe Société Générale Maroc a opté pour l'approche partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres au bilan d'ouverture sur l'exercice 2019.

**8. GOODWILL**

Le Goodwill est constitué par l'ensemble des avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être individuellement identifiés et comptabilisés séparément.

Il correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.

Après être évalué, il doit être comptabilisé à la date d'acquisition en tant qu'actif.

Lorsque l'acquisition est réalisée par étape, le goodwill doit être calculé à chaque étape, sur la base de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise à cette date.

L'amortissement du goodwill laisse la place en IFRS à un test de dépréciation, au minimum annuel.

**Options retenues :**

L'amortissement du goodwill est abandonné et des tests de dépréciation réguliers sont effectués.

Pour le traitement du Goodwill, la valeur nette comptable retenue est celle arrêtée au 31/12/2021.

**9. AVANTAGES AU PERSONNEL**

La norme IAS 19 identifie 4 catégories d'avantage du personnel :

- avantages à court terme, tels que les salaires, les rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés maladie, l'intéressement et les primes (s'ils sont payables dans les 12 mois suivants la fin de l'exercice) et les avantages non monétaires (tel que l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) accordés au personnel en activité ;
- avantages postérieurs à l'emploi tels que les pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi, l'assurance-vie postérieure à l'emploi et l'assistance médicale postérieure à l'emploi ;
- avantages à long terme comprenant les congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, jubilés ou autres avantages liés à l'ancienneté, indemnité d'incapacité de longue durée et, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la fin de l'exercice, l'intéressement, les primes et rémunérations différées ;
- indemnités de fin de contrat de travail.

**Régimes à cotisations définies :**

Dans les régimes à cotisations définies, l'employeur paye des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pour l'exercice et les exercices antérieurs.

La norme impose à l'entité de comptabiliser les cotisations versées au régime à contributions définies lorsque le membre du personnel a rendu des services en échange de ces cotisations.

**Régimes à prestations définies :**

Les régimes à prestations définies peuvent être non financés, ou partiellement ou intégralement financés. La norme impose à l'entité :

- De comptabiliser non seulement son obligation juridique mais aussi toute obligation implicite générée par les pratiques passées de l'entité.
- De déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes avec une régularité suffisante pour que les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas de façon significative des montants qui auraient été déterminés à la date de clôture.
- D'utiliser la méthode des unités de crédit projetées pour évaluer ses obligations et ses coûts.

- D'affecter les droits à prestations aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations du régime.
- D'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques et financières.
- De déterminer le taux d'actualisation par référence à un taux du marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.
- De déduire la juste valeur des éventuels actifs du régime montant comptable de l'obligation.

**Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :**

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres.

**Options retenues :**

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, le groupe n'applique plus la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements et reconnaît au bilan l'intégralité des réévaluations des régimes post emploi à prestations définies.

Par ailleurs, et conformément à l'option prévue dans IFRS 1, les réestimations des écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisées directement en capitaux propres, sans possibilité de recyclage en résultat.

AVANTAGES AU PERSONNEL	31/12/2022	31/12/2021
Indemnités Fin de Carrière	196 147	258 091
Avantages Post Emploi	28 178	29 066
Prime de fidélisation	184 052	221 589
Total	408 377	508 746

Le taux d'actualisation appliquée est de 3,28%.

**10. DÉRIVÉS**

**Change à termes**

Les opérations de change sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement et non plus dans le hors bilan, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

Les opérations de change spot donnent lieu à comptabilisation directement au bilan avec réévaluation comme pour le cas des normes marocaines.

Toutes les opérations de change à terme sont suivies en valeur de marché.

**Options retenues :**

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'effectue pas d'opérations de couverture. L'ensemble des opérations de change réalisées est classé en instruments en juste valeur par résultat.

**11. IMPÔTS DIFFÉRÉS**

L'impôt différé gomme les distorsions pouvant exister entre :

- les valeurs bilantielles comptables et les valeurs bilantielles fiscales ;
- le résultat social et le résultat fiscal ;
- le résultat social et le résultat IAS.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

Un impôt différé passif doit être pris en compte pour toutes les différences temporelles imposables puisqu'il s'agit d'une dette future d'impôt.

Les impôts différés actifs, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

L'actualisation est interdite

Les actifs et les passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la clôture.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31/12/2022

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2022

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Caisse et banques centrales	5629 265	3019 748
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 556 688	2 641 495
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	2 067 164	2 146 229
- Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat	489 524	495 266
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-
Prêts et créances sur les ec et assimilés au coût amorti	2 457 583	2 613 570
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	95 481 082	87 932 953
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Titres au coût amorti	7 895 193	7 721 749
Actifs d'impôts courants	843 732	793 377
Actifs d'impôts différés	1 839 061	1 789 385
Comptes de régularisation et actifs divers	690 245	664 629
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	475 793	445 629
Immubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	2 105 112	2 088 786
Immobilisations incorporelles	1 053 870	881 991
Écarts d'acquisition	291 692	291 692
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>121 319 316</b>	<b>110 885 004</b>

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Intérêts et produits assimilés	4 576 329	4 740 934
Intérêts et charges assimilés	-1 016 401	-1 054 068
<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>3 559 928</b>	<b>3 686 866</b>
+ Commissions (produits)	1 730 162	1 502 025
+ Commissions (charges)	-322 871	-226 354
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>1 407 292</b>	<b>1 275 671</b>
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponible à la vente	-	-
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	90 866	70 482
<b>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</b>	<b>30 620</b>	<b>49 996</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</b>	<b>60 246</b>	<b>20 486</b>
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	1 522	1 324
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste va	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs	-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance	-	-
+Produits des autres activités	205 888	202 532
- Charges des autres activités	-68 512	-126 104
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 196 984</b>	<b>5 110 770</b>
- Charges générales d'exploitation	-2 218 481	-2 230 374
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-346 406	-331 020
<b>Resultat brut d'exploitation</b>	<b>2 632 097</b>	<b>2 549 376</b>
- Coût du risque de crédit	-728 674	-1 216 290
<b>Resultat d'exploitation</b>	<b>1 903 424</b>	<b>1 333 086</b>
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	53 334	49 197
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	449	32 962
+/- Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
<b>Resultat avant impôts</b>	<b>1 957 207</b>	<b>1 415 245</b>
- Impôts sur les résultats	-699 676	-581 453
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>1 257 531</b>	<b>833 792</b>
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-51 689	-19 259
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 205 842</b>	<b>814 533</b>

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET DES RÉSULTATS PAR ACTION AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020
Capital appelé	2 152 500	2 152 500	2 050 000
Nombres d'actions	20 500	20 500	20 500
Résultat part du groupe	1 205 841	814 533	768 754
Résultat par action (KMAD)	59	40	38

COMMISSIONS NETTES AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams		
	Produits	Charges	Net
<b>Commissions nettes sur opérations</b>	<b>1 451 235</b>	<b>-322 871</b>	<b>1 128 365</b>
avec les établissements de crédit	-	-	-
avec la clientèle	656 731	-79 143	577 588
Sur titres	28 577	-4 576	24 001
De change	765 928	-239 152	526 776
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-
<b>Prestation de services bancaires et financiers</b>	<b>278 927</b>	<b>-</b>	<b>278 927</b>
produits nets de gestion d'OPCVM	14 171	-	14 171
produits nets sur moyen de paiement	209 535	-	209 535
assurance	2 987	-	2 987
autres	52 234	-	52 234
<b>PRODUITS NETS DE COMMISSIONS</b>	<b>1 730 162</b>	<b>-322 871</b>	<b>1 407 292</b>

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	33 583	41 789
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	33 583	41 789
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 110 940	2 309 756
Dettes envers la clientèle	72 728 521	69 467 614
Titres de créance émis	14 370 241	15 057 046
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	1 279 719	1 165 883
Passifs d'impôt différé	775 924	735 699
Comptes de régularisation et autres passifs	4 328 344	4 512 062
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	1 213 394	1 284 327
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2 006 301	2 881 749
Capitaux propres	14 472 351	13 429 079
Capital et réserves liées	11 442 716	10 934 113
Réserves consolidées	1 772 104	1 661 174
- Part du groupe	1 108 227	983 333
- Part des minoritaires	663 877	677 841
Gains ou pertes latents ou différés	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
- Part du groupe	-	-
- Part des minoritaires	-	-
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 257 531</b>	<b>833 792</b>
- Part du groupe	1 205 841	814 533
- Part des minoritaires	51 690	19 259
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>121 319 316</b>	<b>110 885 004</b>

MARGE D'INTÉRÊTS AU 31/12/2022

	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 335 506	365 337	3 970 170	4 535 984	386 227	4 149 757
Comptes et prêts/emprunts	3 836 385	349 734	3 486 652	4 026 486	368 800	3 657 686
Opérations de pensions	2	533	-531	-	112	-112
Opérations de location-financement	499 119	15 070	484 049	509 498	17 315	492 183
Opérations interbancaires	240 823	651 064	-410 241	204 950	667 841	-462 891
Comptes et prêts/emprunts	50 258	634 259	-584 001	23 613	644 125	-620 512
Opérations de pensions	190 565	16 805	173 760	181 337	23 716	157 621
Emprunts émis par le groupe	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Prêts/emprunts	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus jusqu'à échéance	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS</b>	<b>4 576 329</b>	<b>1 016 401</b>	<b>3 559 928</b>	<b>4 740 934</b>	<b>1 054 068</b>	<b>3 686 866</b>

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Comptes à vue	158 448	526 879
Emprunts	7 576 999	1 782 877
Opérations de pension	2 375 493	-
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	<b>10 110 940</b>	<b>2 309 756</b>

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	56 287 473	53 226 201
Comptes à terme	5 570 714	5 304 134
Comptes d'épargne à taux administré	10 210 700	10 128 514
Bons de caisse	659 634	808 765
Opérations de pension	-	-
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE</b>	<b>72 728 521</b>	<b>69 467 614</b>

IMMOBILISATIONS AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams					
	Valeur brute comptable	31/12/2022 Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	31/12/2021 Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2 250 487	-977 840	1 272 647	2 197 972	-897 736	1 300 236
Equip. mobilier, installation	2 254 495	-1 548 396	706 099	2 059 914	-1 615 374	444 540
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	131 081	-4 715	126 366	348 005	-3 995	344 010
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>4 636 063</b>	<b>-2 530 951</b>	<b>2 105 112</b>	<b>4 605 891</b>	<b>-2 517 105</b>	<b>2 088 786</b>
Logiciels informatiques acquis	1 894 216	-1 323 892	570 324	1 897 152	-1 114 829	782 323
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	483 545	-	483 545	99 668	-	99 668
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>2 377 762</b>	<b>-1 323 892</b>	<b>1 053 870</b>	<b>1 996 820</b>	<b>-1 114 829</b>	<b>881 991</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>	<b>7 013 825</b>	<b>-3 854 843</b>	<b>3 158 982</b>	<b>6 602 711</b>	<b>-3 631 934</b>	<b>2 970 777</b>

INFORMATION SECTORIELLE AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams		
	Banque de détail et de financement	Leasing	Total
Marge d'intérêt	3 263 489	296 439	3 559 928
Marge sur commissions	1 406 601	691	1 407 292
Produit net bancaire	4 899 854	297 130	5 196 984
Résultat brut d'exploitation	2 391 504	240 594	2 632 097
Résultat d'exploitation	1 724 622	178 802	1 903 424
Résultat net	1 123 618	133 913	1 257 531
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 071 929</b>	<b>133 913</b>	<b>1 205 842</b>

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Actifs d'impôts courants	843 732	793 377
Actifs d'impôts différés	1 839 061	1 789 385
<b>Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>2 682 793</b>	<b>2 582 761</b>
Passifs d'impôt exigible	1 279 719	1 165 883
Passifs d'impôt différé	775 924	735 699
<b>Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>2 055 643</b>	<b>1 901 582</b>

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS IFRS 9 AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Comptes à vue	325 276	876 701
Prêts	2 136 101	1 739 505
Opérations de pension	-	-
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRÉCIATION</b>	<b>2 461 377</b>	<b>2 616 206</b>
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-3 794	-2 636
Bucket 1	-3 794	-2 636
Bucket 2	-	-
Bucket 3	-	-
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRÉCIATION</b>	<b>2 457 583</b>	<b>2 613 570</b>

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires	7 985 343	7 048 836
Prêts consentis à la clientèle	88 856 923	81 607 724
Opérations de pension	-	-
Opérations de location-financement	10 745 052	10 958 117
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION</b>	<b>107 587 318</b>	<b>99 614 677</b>
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-12 106 236	-11 681 724
Bucket 1	-465 598	-587 810
Bucket 2	-531 829	-328 769
Bucket 3	-11 108 809	-10 765 146
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION</b>	<b>95 481 082</b>	<b>87 932 953</b>

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2022

Société	Activité	% Contrôle	% Intérêts	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DES BANQUES	BANCAIRE	100,00%	100,00%	IG
INVESTIMA	SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION	48,04%	48,04%	IG
SOGECAPITAL BOURSE	INTERMÉDIATION EN BOURSE	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	99,94%	99,94%	IG
SOGECAPITAL PLACEMENT	GESTION D'ACTIFS	99,96%	99,96%	IG
SOGELEASE	LEASING	100,00%	100,00%	IG
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE	BANCAIRE	99,92%	99,92%	IG
SOGEFINANCEMENT	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	100,00%	100,00%	IG
ATHENA COURTAGE	COURTAGE D'ASSURANCE	96,93%	96,93%	IG
FONCIMMO	ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE	100,00%	100,00%	IG
SOGECONTACT	CENTRE D'APPEL	99,83%	99,83%	IG
CRÉDIT EQDOM	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	56,82%	55,21%	IG
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCES	49,01%	49,01%	MEE
ALD AUTOMOTIVE	LOCATION LONGUE DURÉE	15,00%	15,00%	MEE
NEMA CAPITAL	GESTION D'ACTIFS	50,00%	50,00%	IG
SOGEFONCIERE	ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	IG
SOGEPAIEMENT	Crédit à la consommation	100,00%	100,00%	IG

IG : Intégration globale - MEE : Mise en équivalence

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Actions et autres titres à revenu variable	139 298	175 827
Titres de participation non consolidés	350 226	319 439
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>489 524</b>	<b>495 266</b>

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2021	Dotations	Reprise disponible	Reprise utilisée	Autres variations	31/12/2022
Provisions pour engagement par signature	421 398	61 866	-57 995	-	102	425 371
Bucket 1	51 955	25	-17 649	-	82	34 412
Bucket 2	29 598	-	-5 409	-	21	24 210
Bucket 3	339 845	61 841	-34 937	-	-	366 749
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	547 012	376	-25 903	-	-77 529	443 956
Autres provisions pour risques et charges	315 917	13 271	-12 844	-6 128	33 851	344 067
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>1 284 327</b>	<b>75 513</b>	<b>-96 742</b>	<b>-6 128</b>	<b>-43 576</b>	<b>1 213 394</b>

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Résultat avant impôts	1 957 387	1 415 500
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	365 999	330 398
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-1 069	3 470
+/- dotations nettes aux provisions	213 718	781 537
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-53 334	-49 197
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-10 439	1 538
+/- autres mouvements	-636	-81 455
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>514 239</b>	<b>986 292</b>
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 773 541	-1 613 785
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	-4 765 547	2 714 032
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-607 628	-2 958 635
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-99 020	151 977
- Impôts versés	-680 301	-572 567
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>1 621 045</b>	<b>-2 278 977</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle</b>	<b>4 092 671</b>	<b>122 814</b>
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	22 555	-224 792
+/- flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-545 498	-508 726
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-522 943</b>	<b>-733 518</b>
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-320 292	-268 880
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-875 448	-376 227
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-1 195 740</b>	<b>-645 127</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	52 726	6 541
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>2 426 713</b>	<b>-1 249 270</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>3 369 595</b>	<b>4 618 865</b>
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3 019 748	3 303 755
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	349 847	1 315 109
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>5 796 308</b>	<b>3 369 595</b>
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	5 629 265	3 019 748
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	167 043	349 847
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>2 426 713</b>	<b>-1 249 270</b>

COÛT NET DU RISQUE AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux provisions	-1 608 858	-2 089 601
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 525 174	-1 848 337
bucket 1	-64 295	-10 494
bucket 2	-209 458	-1 078
bucket 3	-1 251 421	-1 836 765
Provisions engagements par signature	-61 866	-66 910
bucket 1	-25	-536
bucket 2	-	-9 068
bucket 3	-61 841	-57 306
Autres provisions pour risques et charges	-21 818	-174 354
Reprises de provisions	1 179 971	1 328 380
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	1 098 039	1 241 352
bucket 1	188 718	228 310
bucket 2	-	114 971
bucket 3	909 321	898 071
Reprises de provisions engagements par signature	57 995	48 599
bucket 1	17 649	161
bucket 2	5 409	-
bucket 3	34 937	48 438
Reprise des autres provisions pour risques et charges	23 937	38 429
<b>Variation des provisions</b>	<b>-299 787</b>	<b>-455 069</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-30 383	-57 491
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-287 144	-406 575
Récupérations sur prêts et créances amorties	23 868	35 128
Autres pertes	-6 128	-26 131
<b>COÛT DU RISQUE</b>	<b>-728 674</b>	<b>-1 216 290</b>

TITRES AU COÛT AMORTI AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	7 894 086	7 714 827
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 150	7 948
Titres subordonnés	-	-
<b>TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI AVANT DÉPRÉCIATION</b>	<b>7 896 236</b>	<b>7 722 775</b>
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-1 043	-1 026
Bucket 1	-1 043	-1 026
Bucket 2	-	-
Bucket 3	-	-
<b>TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI NET DES DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>7 895 193</b>	<b>7 721 749</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams								
Tableau de variation des capitaux propres	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Gains ou pertes latentes ou différés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres clôture : 31/12/2020	2 050 000	8 483 284	-	1 714 464	-	12 247 748	746 127	12 993 875
Opération sur capital	102 500	298 329	-	-200 829	-	200 000	-	200 000
Dividendes	-	-	-	-406 925	-	-406 925	-1 612	-408 537
Résultat de l'exercice	-	-	-	814 533	-	814 533	19 259	833 792
Divers opérations sur capitaux propres	-	-207 050	-	-123 377	-	-330 427	-66 674	-397 101
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture : 31/12/2021	2 152 500	8 781 613	-	1 797 866	-	12 731 979	697 100	13 429 079
Opération sur capital	-	508 603	-	-508 603	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-348 500	-	-348 500	-28 944	-377 444
Résultat de l'exercice	-	-	-	1 205 842	-	1 205 842	51 689	1 257 531
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	136 141	-	136 141	-600	135 541
Variation de périmètre	-	-	-	31 292	-	31 321	-3 678	27 643
Capitaux propres clôture : 31/12/2022	2 152 500	9 290 216	-	2 314 066	-	13 756 782	715 569	14 472 350

**CONTRATS DE LOCATION AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams				
ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	31/12/2022	31/12/2021		
Immobilisations corporelles	2 105 112	2 088 786		
Dont : droits d'utilisation des contrats de location	345 835	364 093		
PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES	31/12/2022	31/12/2021		
Comptes de régularisation et autres passifs	4 328 344	4 512 062		
Dont : dettes locatives	211 389	229 539		
DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION	31/12/2022	31/12/2021		
Intérêts et charges assimilées	-1 016 401	-1 054 068		
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-8 605	-10 577		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-346 406	-331 020		
dont : dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-50 207	-51 530		
CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR)	31/12/2021	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	31/12/2022
Valeur brute	467 322	34 032	-146 355	486 719
Amortissements et dépréciations	-121 145	-42 185	6 700	-156 630
TOTAL IMMOBILIER	346 177	-8 153	-7 935	330 089
Valeur brute	38 877	6 376	-2 102	43 151
Amortissements et dépréciations	-20 961	-8 170	1 726	-27 405
TOTAL MOBILIER	17 916	-1 794	-376	15 746
TOTAL DROITS D'UTILISATION	364 093	-9 947	-8 311	345 835

**GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	90 866	70 482
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	30 620	49 996
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	60 246	20 486
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-

**ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	31/12/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS		
Aux établissements de crédit	-	-
À la clientèle	6 560 345	6 457 220
Ouverture de crédit	-	-
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-
Total des engagements de financement donnés	6 560 345	6 457 220
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS REÇUS		
des établissements de crédit	-	2 655 618
de la clientèle	-	-
Total des engagements de financement reçus	-	2 655 618
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS		
D'ordre des établissements de crédit	3 832 968	3 415 907
D'ordre de la clientèle	10 646 960	10 521 152
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	-	-
Autres garanties d'ordre à la clientèle	-	-
Total des engagements de garantie donnés	14 479 928	13 937 059
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS		
des établissements de crédit	2 323 319	2 197 702
de l'état et d'autres organismes de garantie	5 592 718	4 447 750
Total des engagements de garantie reçus	7 916 037	6 645 452

**RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams						
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	2 461 377	-	-	-3 794	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	87 503 618	2 631 406	17 452 295	-465 598	-531 829	-11 108 809
Titres de dettes au coût amorti	7 896 236	-	-	-1 043	-	-
Engagements Hors Bilan	17 457 529	469 418	3 113 326	-34 412	-24 210	-366 749

**COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	143 913	154 716
Autres débiteurs et actifs divers	546 332	509 913
Total des comptes de régularisation et actifs divers	690 245	664 629
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	237	177
Comptes d'encaissement	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	1 770 252	1 688 157
Dettes locatives	211 389	229 539
Autres créditeurs et passifs divers	2 346 466	2 594 189
Total des comptes de régularisation et passifs divers	4 328 344	4 512 062

**ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021
Valeur brute comptable en début de période	439 887	439 887
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période	-148 195	-148 195
Valeur nette comptable en début de période	291 692	291 692
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-
Écarts de conversion	-	-
Filiales précédemment mises en équivalence	-	-
Autres mouvements	-	-
Valeur brute comptable en fin de période	439 887	439 887
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-148 195	-148 195
Valeur nette comptable en fin de période	291 692	291 692

**PARTIES LIÉES AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams	
Entreprises consolidées par intégration globale	
ACTIF	
Prêts, avances et titres	-4 029 427
Comptes ordinaires	-1 028 830
Prêts	-2 964 653
Titres	-35 944
Opérations de location financement	-
Actifs divers	-53 928
Total	-4 083 355
PASSIF	
Dépôts	-4 606 185
Comptes ordinaires	-1 265 244
Autres emprunts	-3 340 941
Dettes représentées par un titre	-
Passif divers	144 707
Total	-4 461 478
Engagements de financement et de garantie	-
Engagements donnés	-
Engagements reçus	-
Intérêts et produits assimilés	-110 184
Intérêts et charges assimilées	110 005
Commissions (produits)	-1 800
Commissions (charges)	483
Prestations de services données	-34 098
Prestations de services reçues	-
Loyers reçus	-3 662
Autres	39 255

**DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2022**

En milliers de Dirhams		
	31/12/2022	31/12/2021
Autres dettes représentées par un titre	14 370 241	15 057 046
titres de créances négociables	14 147 540	14 812 628
emprunts obligataires	222 701	244 418
Dettes subordonnées	2 006 301	2 881 749
emprunt subordonné	-	-
à durée déterminée	-	-
à durée indéterminée	-	-
titres subordonnés	-	-
à durée déterminée	2 006 301	2 881 749
à durée indéterminée	-	-
Total	16 376 542	17 938 795

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS AU 31/12/2022

	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'assurance	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immobilisations en location simple	3 846	-	3 846	-71	-	-71
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-
Autres produits	202 042	-68 512	133 530	202 603	-126 104	76 499
<b>Total</b>	<b>205 888</b>	<b>-68 512</b>	<b>137 376</b>	<b>202 532</b>	<b>-126 104</b>	<b>76 428</b>

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	-1 257 676	-1 264 441
Impôts et taxes	-53 096	-57 408
Charges externes	-944 170	-950 822
Autres charges générales d'exploitation	36 461	42 297
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-346 406	-331 020
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-2 564 886</b>	<b>-2 561 394</b>

CHARGE NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2022	31/12/2021
Charges d'impôts courant	-680 121	-572 312
Charge nette d'impôt différé de l'exercice	-19 555	-9 141
<b>Charge nette d'impôt sur les bénéfices</b>	<b>-699 676</b>	<b>-581 453</b>

ÉTATS CONSOLIDÉS NÉANT AU 31/12/2022

Etat de résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en KP Immeubles de placement

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

La démarche de la Société Générale Marocaine de Banques en matière de gestion des risques s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur, et en ligne avec les meilleures pratiques définies au niveau international, dictés par des procédures et un dispositif de Contrôle Interne rigoureux.

Dispositif de contrôle interne :

Le dispositif de contrôle interne de la Société Générale Marocaine de Banques repose sur 3 lignes de défense, agissant de façon complémentaire et coordonnée dans le cadre d'une organisation assurant l'étanchéité des différents niveaux.

Ce dispositif inclut aussi bien la banque que ses filiales consolidées.

Gestion globale des risques :

CONTRÔLE PERMANENT		CONTRÔLE PÉRIODIQUE
<p><b>1<sup>ÈRE</sup> LIGNE DE DÉFENSE</b></p> <p>La 1<sup>ère</sup> ligne de défense est en charge de la gestion quotidienne des risques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les métiers, en tant que première ligne de défense, prennent des risques et sont directement responsables de leur gestion opérationnelle. À cette fin, les métiers doivent disposer de processus et de contrôles appropriés visant à s'assurer que les risques sont identifiés, analysés, mesurés, surveillés, et gérés dans les limites de l'appétit pour le risque de la banque, et que les activités liées aux métiers sont conformes aux exigences externes et internes.</li> <li>La Direction du Contrôle Permanent et des Risques Opérationnels a pour fonction de coordonner le contrôle permanent de niveau 1. Elle est à ce titre en charge de la mise en œuvre, de la coordination, du challenge et de l'animation du dispositif de contrôle de niveau 1.</li> </ul>	<p><b>2<sup>ÈME</sup> LIGNE DE DÉFENSE</b></p> <p>La deuxième ligne de défense, composée des trois fonctions Risque, Conformité et Finance, veille à ce que tous les risques soient identifiés, évalués, analysés, mesurés, surveillés, gérés et correctement remontés par les lignes métiers concernées, en formant une vue d'ensemble sur tous les risques. À ce titre, ces 3 fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Définissent les normes, standards et procédures liés au dispositif de maîtrise du risque, et fournissent des indicateurs clés et une analyse pour le suivi global des risques.</li> <li>Évaluent le profil de risque de la banque, ainsi que l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques des BU/SU.</li> <li>Challenge et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les métiers afin de s'assurer que les processus et les contrôles mis en place par la première ligne de défense sont bien conçus et efficaces.</li> </ul> <p>La Direction CN2 réalise les contrôles permanents de second niveau, afin de vérifier l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanents de premier niveau.</p>	<p><b>3<sup>ÈME</sup> LIGNE DE DÉFENSE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le contrôle périodique (inspection/ audit) constitue la troisième ligne de défense. Il est strictement indépendant des métiers et du contrôle permanent.</li> <li>En tant que troisième ligne de défense, le contrôle périodique aide la banque à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôles et de gouvernance d'entreprise. Il évalue la qualité de la gestion des risques au sein du périmètre audité, la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle permanent.</li> <li>La fonction de contrôle périodique est également en charge de la revue indépendante des deux premières lignes de défense.</li> </ul>

Chaque année, Société Générale Marocaine de Banques conduit une revue de son « appétit pour le risque ». L'objectif est de définir le niveau de prise de risque acceptable au regard des ambitions de développement des métiers. Cet exercice s'appuie sur les processus clés d'identification des risques, et est conduit en cohérence avec les autres processus stratégiques de la banque tels que le plan stratégique et financier (PSF), le processus d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP) et le plan de redressement de crise interne (PRCI).

L'appétit pour le risque est ainsi formalisé de manière qualitative, au travers d'un ensemble de principes et politiques applicables aux différents types de risques et quantitative, au travers d'un dispositif d'encadrement d'indicateurs clés selon la nature de risque, par des limites et des seuils d'alerte.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE en tant qu'organe d'administration, approuve l'appétit au risque et s'assure de son respect au travers un dispositif d'alerte ad hoc. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE a institué deux Comités chargés de l'assister en matière de suivi des Risques et d'évaluation du dispositif de Contrôle Interne :

- LE COMITE DES RISQUES, en charge des risques de crédit, des risques de marché et du suivi des indicateurs d'appétit au risque.
- LE COMITE D'AUDIT, qui, outre la validation des comptes du Groupe, est chargé du pilotage des Risques Opérationnels, des risques de non-conformité, des risques structurels ; et de l'évaluation du Contrôle Interne.

Cette approche permet un pilotage adéquat de la stratégie de la banque en ligne avec son appétit au risque et dans le respect des exigences de Bank Al-Maghrib.

1. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit constitue un risque majeur auquel la banque est exposée, son encadrement et sa gestion rigoureuse est primordiale pour permettre le développement des activités de la banque. La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur les leviers ci-dessous pour une gestion proactive du risque de crédit :

1.1. Une filière risque de crédit experte et indépendante :

La filière risques de crédit est du ressort de la Direction des Risques et du Recouvrement qui couvre l'ensemble des aspects relatifs à l'octroi des crédits et à la surveillance des engagements, en plus de la supervision de l'activité du recouvrement précontentieux et contentieux.

L'organisation de la filière Risque obéit aux principes généraux suivants :

- Indépendance de la filière risque vis-à-vis de la filière commerciale : la filière risque est indépendante hiérarchiquement de la filière Commerciale au siège et en région. Ce principe vise à assurer une gestion saine et transparente des risques en évitant la dilution des responsabilités et les conflits d'intérêts ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la surveillance des risques : les activités d'octroi de crédit et de surveillance des risques sont prises en charge par des entités distinctes ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la production de crédit : les activités d'octroi de crédit et de production de crédit sont prises en charge par des entités distinctes.
- L'octroi du crédit est exercé en fonction de limites d'autorisations déléguées aux divers intervenants en fonction du montant, de la nature des crédits, des garanties et de la notation des clients.

1.2. Des politiques de Risque de crédit en matière d'octroi revues régulièrement :

La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur des Politiques de Risque de crédit en matière d'octroi dument formalisées et actualisées chaque année. Les principes généraux régissant ces politiques d'octroi sont rappelés ci-dessous :

- La banque privilégie une perspective de relation clientèle à moyen et long terme, en ciblant à la fois des clients avec lesquels la banque a une relation établie de confiance et des prospects présentant un potentiel de développement d'affaires rentable à moyen terme.
- Toute prise d'engagement de crédit s'appuie sur une connaissance approfondie du client et une bonne compréhension de la finalité de l'opération. L'acceptabilité du risque repose en premier lieu sur la capacité de l'emprunteur à faire face à ses engagements, notamment au travers des flux de trésorerie qui assureront la bonne fin de l'opération. La prise de sûretés est recherchée pour réduire le risque de perte en cas de défaillance de la contrepartie mais ne peut, sauf exception, constituer la seule justification de la prise de risque.

- Les sûretés sont évaluées en appliquant des décotes de prudence et en portant une attention particulière à la faculté effective de leur mise en œuvre.
- La mise en place d'opérations complexes ou présentant un profil de risque spécifique relève d'équipes spécialisées disposant du niveau de compétence et d'expertise requis.
- Les politiques d'octroi de crédit de la Société Générale Marocaine de Banques doivent se conformer aux critères définis dans le cadre de la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) ; Une orientation forte est de diminuer le soutien de la banque aux secteurs polluants et de s'engager de manière volontariste sur le financement des énergies renouvelables.
- La notation des contreparties constitue un critère clé de la politique d'octroi et sert de base au dispositif de délégation déployé dans la filière commerciale et la filière risque. Le dispositif de notation s'appuie sur des modèles internes conformes aux exigences réglementaires. Une vigilance particulière est apportée à la mise à jour régulière des notations (qui en tout état de cause sont soumises à une revue annuelle).
- La Société Générale Marocaine de Banques recherche une diversification des risques en encadrant le risque de concentration et en maintenant une politique de division des risques à travers un partage avec d'autres partenaires financiers (banques ou organismes de cautionnement).

1.3. Dispositif de Notations

Lors de la décision d'octroi des crédits, les clients de la banque font l'objet d'une notation, définie suivant les standards Société Générale et annuelle mise à jour. En plus du langage commun des risques qu'elle instaure, la notation a pour but :

- D'aider à la prise de décision ;
- De permettre de suivre l'évolution de la qualité du risque de la contrepartie ;
- De déterminer l'étendue des délégations pour l'octroi des concours ;
- D'apprécier la qualité des risques sur un portefeuille donné.

1.4. Dispositif de surveillance des risques :

Le monitoring du portefeuille et le dispositif de recouvrement constituent des axes majeurs pour la gestion opérationnelle du risque de crédit :

- La gestion proactive des risques dégradés est la clé pour contenir le risque de perte finale en cas de défaillance d'une contrepartie. A ce titre, la Société Générale Marocaine de Banques met en place des procédures rigoureuses et de outils de détection précoce et de mise sous surveillance et/ou de suivi renforcé des contreparties dont le profil de risque est en dégradation.
- Les contreparties saines dont le profil de risque est en dégradation significative doivent être classées avec diligence en « Noms sous surveillance » (« Watch List ») à l'initiative de la Direction des Risques ou de la filière Commerciale afin de faire l'objet d'une surveillance rapprochée. En cas de défaut de la contrepartie et afin de minimiser le risque de perte finale, la gestion individuelle des dossiers les plus importants est confiée à des équipes spécialisées de recouvrement, séparées des unités responsables de l'origine du prêt.
- Le dispositif de recouvrement aussi bien en phase amiable que contentieuse, est soutenu par l'amélioration de l'expertise des acteurs du recouvrement, la mise en place d'outils et d'indicateurs pour le suivi du taux d'efficacité et du taux d'encaissement par phase de recouvrement. Les dossiers importants ou sensibles Retail / Non Retail sont confiés à la Direction des Affaires Spéciales, rattachée au Directoire, pour un circuit de décision plus court sur ces dossiers.

2. RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché désignent le risque de perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ils concernent l'ensemble des opérations du portefeuille de négociation et certains portefeuilles bancaires. Ils incluent le risque de change et le risque de taux.

L'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs :

- Un ensemble de Stress-Tests multi-facteurs historiques (scénarios déjà observés par le passé) et hypothétiques (scénarios élaborés avec les économistes de la banque) permettant de prendre en compte des perturbations de marché exceptionnelles d'occurrence décennale. Ces indicateurs calculent la perte résultant d'une évolution sévère des paramètres de marché sur une durée correspondant au temps permettant de déboucler ou de couvrir les positions concernées. La limite en Stress Test Global porte sur le scénario le plus dégradé.

- Ces scénarios sont complétés par un ensemble de stress-tests adresses calculés par activité ou facteur de risque (cours spot, la volatilité, corrélation au sein des classes d'actifs désignés par les familles de sous-jacents : taux, change et crédit) pour prendre en compte des risques extrêmes sur un marché spécifique.
- Les indicateurs en « sensibilité » et en « NPV » permettent d'encadrer la taille des positions : les sensibilités sont calculées sur les principaux facteurs de risques de valorisation ; les encadrements en NPV (les limites émetteurs) sont utilisés pour les positions significatives en termes de risque. Aussi, les sensibilités peuvent être limitées à certaines maturités.
- D'autres indicateurs sont aussi utilisés : durée de détention maximale d'une position, le spread de crédit ainsi que le stress test de crédit.
- Un encadrement du risque de change à travers une limite de position de change Globale ainsi que des limites par devise. Ces limites sont exprimées en NPV « Net Present Value ».

Ces indicateurs calculés quotidiennement sont encadrés par un ensemble de limites, définies et calibrées par la Direction des Risques en liaison avec le Front Office.

En complément du suivi quotidien réalisé en fin de journée, un suivi des risques de marchés en Intraday est mis en place visant à s'assurer du respect des limites d'encadrement via 3 RUNs paramétrés courant la journée. Ce dispositif porte sur les 3 métriques suivantes : Position de change FX, Sensibilité de taux d'intérêt et risque émetteur.

**3. RISQUE DE REGLEMENT-LIVRAISON**

Le risque de règlement-livraison sur instruments financiers survient lorsque des opérations (de gré à gré au comptant ou à terme) donnent lieu à un décalage dans le temps (habituellement de quelques Heures) entre le paiement et la livraison du sous-jacent (titres, FX, etc.) lors de leur dénouement.

Sa matérialisation dépend ainsi des modalités de règlement. A noter que le traitement des opérations Marchés à la Société Générale Marocaine de Banques se fait selon le mode de règlement/livraison DVP qui ne génère pas de risque de livraison pour les clients Corporate, ce risque peut ponctuellement être pris sur certains Instituts Financiers bien notés, dans le cadre de limite prédéfinies.

Pour les activités titres le risque de règlement livraison est mitigé par le processus de confirmation au niveau de la plateforme du dépositaire central MAROCLEAR et en interne par la prise en charge d'une réservation de fonds pour chaque opération.

**4. RISQUES DE CONTREPARTIE LIES AUX OPERATIONS DE MARCHES**

Le risque de contrepartie est le risque de crédit sur les opérations de marché (change à terme, swap de change et repo/reverse repo). Le risque de contrepartie est composé du risque de remplacement en cas de défaut d'une de nos contreparties. La valeur future de l'exposition face à une contrepartie ainsi que sa qualité de crédit sont incertaines et variables dans le temps, toutes deux étant affectées par l'évolution des paramètres de marché. Ce risque est mesuré par les pertes potentielles liées à l'incapacité des contreparties à honorer leurs engagements. La CVaR mesure l'exposition future potentielle liée au risque de remplacement en cas de défaut de la contrepartie. La CVaR est calculée pour un niveau de confiance de 99% à différents horizons temporels.

Les risques de contrepartie liés aux opérations de marchés sont encadrés par des limites CVaR que le FrontOffice est tenu de respecter lors de la conclusion des deals. Ces limites sont définies en fonction du besoin du client et validées par la filière risque.

**5. LE RISQUE DE LIQUIDITE ET RISQUE DE FINANCEMENT**

Le risque de financement se définit comme le risque pour la banque de ne pas pouvoir financer le développement de ses activités pour un volume compatible avec ses objectifs commerciaux et à un coût compétitif par rapport à ses concurrents. La capacité à lever des financements s'articule autour :

- d'une possibilité de levée sur le marché de Titres de Créances Négociables (dettes jusqu'à 7 ans) ;
- de la possibilité d'émettre de la dette Obligatoire Subordonnée sur le LT (10 ans ou plus) pour les besoins prudentiels et de couverture ALM sur le long terme.

Le risque de liquidité est généré par le décalage dans le temps des flux d'actifs et de passifs, représente donc pour un établissement de crédit l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances même par la mobilisation de ses actifs. Deux sources majeures peuvent générer une telle situation :

- L'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts et un tirage de lignes hors-bilan ; et ce à travers le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme. C'est un risque dit légal ou de mort subite.
- Un risque de financement ou aussi appelé risque économique lié au coût de financement ou aussi de placement. L'établissement peut subir un renchérissement des ressources consécutif, par exemple, à des tensions sur les marchés. L'établissement s'expose ainsi au risque d'une hausse du coût de la liquidité, qui peut alors aller au-delà de ce que l'établissement avait espéré initialement dans le crédit au titre du risque de liquidité (via le TCI).

La gestion du risque de liquidité repose sur le calcul et le suivi proactif de plusieurs indicateurs réglementaires et internes.

**5.1. Respect des obligations réglementaires**

La Société Générale Marocaine de Banques a pour objectif de respecter le ratio réglementaire de Liquidity Coverage Ratio (LCR) avec une marge de sécurité suffisante.

Société Générale Marocaine de Banques vise également à anticiper l'entrée en vigueur du ratio réglementaire Net Stable Funding Ratio (NSFR). Bien que le pilotage de cet indicateur ne soit toujours pas en vigueur, la Société Générale Marocaine de Banques le calcule pour les besoins du Groupe.

Pour les stress test réglementaires préconisés par BAM (directive N° G/2/201), la banque veille au respect du minimum exigé, pour chaque scénario.

**5.2. Gestion de la liquidité en interne**

En plus de l'approche réglementaire, un pilotage du risque de liquidité est réalisé selon une approche interne, basée sur des limites en fonction des métriques calculées et d'autres limites pour la gestion de trésorerie, en scénario Business as Usual (BAU) ou selon des stress tests.

Pour chaque limite, tout franchissement de seuil d'alerte déclenche automatiquement un plan d'action de couverture. Ces plans de mitigation sont proposés par l'ALM lors des comités ALM et validé par le directoire.

**6. RISQUES STRUCTURELS DE TAUX**

L'exposition structurelle aux risques de taux d'intérêt et de change résulte des opérations commerciales et de leur couverture dans le portefeuille bancaire. La Société Générale Marocaine de Banques mesure et encadre de façon stricte les risques structurels. Les risques de taux et de change liés au portefeuille de négociation n'entrent pas dans le périmètre de mesure des risques structurels. Ils relèvent des risques de marché.

Le risque structurel de taux désigne le risque – avéré ou prospectif – que présente, pour les fonds propres et les résultats de la Banque (donc pour la Valeur Actuelle Nette et la Marge Nette d'Intérêt), l'incidence de fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les éléments de son portefeuille bancaire.

On distingue principalement quatre types de risque :

- le risque de niveau des taux ;
  - le risque de courbe, lié à la structure par échéance des instruments du portefeuille bancaire ;
  - le risque d'optionnalité, lié aux options automatiques ou comportementales (typiquement le droit pour un emprunteur de rembourser un emprunt à taux fixe sans pénalité) ;
  - le risque de base correspondant à l'incidence des variations relatives des différents indices de taux présents au bilan et hors-bilan.
- Ces quatre types de risque peuvent faire varier la valeur, ou le rendement (ou le coût) des actifs, passifs et postes de hors-bilan sensibles aux taux d'intérêt.

Pour suivi du risque de taux, Société Générale Maroc se base sur des indicateurs pouvant être scindés en deux types :

**1. Indicateurs de la valeur**

- Le gap de taux des éléments du bilan et hors bilan amortis, dans lequel les écoulements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements de la clientèle (notamment pour les dépôts à vue, l'épargne à régime spécial et les crédits remboursables par anticipation), complétés d'hypothèses à caractère conventionnel sur certains postes du bilan ;
- La sensibilité de la Valeur Actuelle Nette (« VAN ») des éléments de bilan sur le bloc bancaire à taux fixe (à l'actif ou au passif) aux mouvements de taux d'intérêt, selon différents scénarios.

**2. Indicateurs de revenu, avec la mesure de la sensibilité de la marge nette d'intérêt (« MNI ») selon des hypothèses de stress test de variation de la courbe des taux à des horizons prédéfinis.**

**7. RISQUES STRUCTURELS DE CHANGE**

Le risque de change est le risque de perte lié à la présence de positions de change au sein du bilan. Il y a position de change dès lors que le bilan enregistre un avoir ou une dette dans une devise différente de la devise d'exercice (devise de reporting), sans l'exacte contrepartie de l'autre côté du bilan.

L'exposition au risque structurel de change est mesurée par l'indicateur de position de change pour chaque devise et sur les opérations de bilan/hors bilan structurelles, encadré par une limite.

**8. RISQUE PAYS**

L'activité de Société Générale Maroc peut conduire à prendre du risque sur des contreparties en dehors du territoire marocain (ex : garantie reçue par Société Générale Maroc émise par une banque non marocaine dans le cadre de financements locaux ou confirmation de crédits documentaires export). Société Générale Maroc met en place, sur avis du groupe Société Générale, une limite maximale d'exposition par pays pour encadrer ce risque.

**9. RISQUES OPERATIONNELS**

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel, des systèmes d'information ou d'événements extérieurs. Il comprend notamment le risque de non-conformité et le risque d'atteinte à la réputation.

**9.1. Risque de non-conformité**

La fonction de conformité est chargée du suivi du risque de non-conformité, définie comme étant le risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions législatives et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de déontologie.

À cet effet, Société Générale Maroc s'attache à respecter strictement les réglementations nationales et internationales auxquelles elle doit se soumettre compte tenu de ses activités.

Afin de respecter ces règles, Société Générale Maroc veille notamment à :

- Connaître ses clients en mettant en oeuvre les vigilances nécessaires de KYC (Know Your Customer) ;
- Travailler avec des clients et des partenaires dont les pratiques sont conformes aux règles et standards internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Travailler avec des clients, ou réaliser des transactions dans le respect des règles d'embargos et de sanctions financières internationales ;
- Offrir des produits et des services de conseil et travailler avec des partenaires dans le respect des réglementations en matière de protection de la clientèle ;
- Mettre en oeuvre les diligences nécessaires et réaliser ses transactions dans le respect de l'intégrité des marchés ;
- Mettre en oeuvre une politique et déployer un dispositif de lutte contre la corruption, prévenir et gérer les conflits d'intérêts, veiller au comportement responsable de ses collaborateurs dans le respect du Code de Conduite ;
- Appliquer ses engagements en matière de transparence fiscale ;
- Respecter la protection des données de ses clients et de ses collaborateurs.

**9.2. Risque de réputation**

La maîtrise du risque de réputation est fondée avant tout sur une approche préventive. Pour ce faire, Société Générale Maroc :

- S'attache à maîtriser strictement le risque de non-conformité et de conduite non appropriée ;
- S'est engagée, en tant qu'acteur responsable, à agir conformément à un code de conduite formalisé et à un ensemble d'instructions internes. Au-delà de ce cadre, les transactions et relations commerciales susceptibles de créer une atteinte à la réputation de Société Générale Maroc, en lien avec ces sujets, font l'objet d'une identification et d'une analyse spécifique ;
- Soumet tout projet de nouveau produit, service ou activité à un processus d'approbation préalable visant à assurer que les risques induits, de toutes natures, sont identifiés, évalués, atténués dans la mesure du possible et acceptés dans leur part résiduelle. Dans ce cadre, le risque d'atteinte à la réputation de Société Générale Maroc fait l'objet d'une analyse spécifique ;
- Approfondit la connaissance de ses clients afin de leur proposer des produits et services adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leur degré d'expertise, et s'attache constamment à fournir des services de qualité. Une attention particulière est portée aux signes d'insatisfaction de la clientèle transmis notamment par les réclamations écrites et orales.

**9.3. Autres risques opérationnels**

Au-delà des risques cités ci-avant, Société Générale Maroc encourt d'autres risques opérationnels inhérents à ses activités : erreurs d'exécution, fraude interne et externe, défaillance des systèmes d'information, actes de malveillance contre les systèmes informatiques, perte de moyens d'exploitation, litiges commerciaux, non-respect d'obligations fiscales, etc.

Société Générale Maroc se donne pour objectif d'assurer la maîtrise de ces risques à travers :

- Une analyse de l'environnement en termes de risque opérationnel et un système de détection des signaux faibles ;
- Le déploiement de processus de traitement sécurisés, de dispositifs de prévention spécifiques ;
- Un dispositif de contrôle interne robuste ;
- La mise en place d'indicateurs clés de suivi et de contrôles des risques (KRI) ;
- La promotion d'une « culture risques » solide en matière de risques opérationnels

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISoire CONSOLIDÉE EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022**



7, Boulevard Driss Slaoui  
20 160 Casablanca  
Maroc



Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah,  
Tour Ivoire III,  
20 300 Casablanca (Marina)

**GRUPE SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES**

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION PROVISoire CONSOLIDÉE**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales (Groupe Société Générale Marocaine de Banques) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant **14.472.351 KMAD**, dont un bénéfice net consolidé de **1.257.531 KMAD**. Cette situation provisoire a été arrêtée par le Directoire en date du 28 février 2023 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 31 décembre 2022, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 22 mars 2023

**Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**

FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre Réseau Grant Thornton  
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca  
Tél : 05 22 54 46 00 - Fax : 05 22 29 86 70

Faïçal MEKOUAR  
Associé

**DELOITTE AUDIT**

Deloitte Audit  
Boulevard Mohammed VI  
Casablanca  
Tél : 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 84  
Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA KORACHI  
Associée

## EXTRAIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2022

### BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2022

ACTIF (En M EUR)	31.12.2022	31.12.2021
Caisse et banques centrales	207 013	179 969
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	329 437	342 714
Instruments dérivés de couverture	32 850	13 239
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	37 463	43 450
Titres au coût amorti	21 430	19 371
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	66 903	55 972
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	506 529	497 164
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(2 262)	131
Placements des activités d'assurance	158 415	178 898
Actifs d'impôts	4 696	4 812
Autres actifs	85 072	92 898
Actifs non courants destinés à être cédés	1 081	27
Participation aux bénéfices différés	1 175	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	146	95
Immobilisations corporelles et incorporelles	33 089	31 968
Écarts d'acquisition	3 781	3 741
<b>Total</b>	<b>1 486 818</b>	<b>1 464 449</b>

PASSIF (En M EUR)	31.12.2022	31.12.2021
Banques centrales	8 361	5 152
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	300 618	307 563
Instruments dérivés de couverture	46 164	10 425
Dettes représentées par un titre	133 176	135 324
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	132 988	139 177
Dettes envers la clientèle	530 764	509 133
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(9 659)	2 832
Passifs d'impôts	1 638	1 577
Autres passifs	107 553	106 305
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	220	1
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	141 688	155 288
Provisions	4 579	4 850
Dettes subordonnées	15 946	15 959
<b>Total dettes</b>	<b>1 414 036</b>	<b>1 393 586</b>
<b>Capitaux propres</b>	-	-
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	-	-
Actions ordinaires et réserves liées	21 248	21 913
Autres instruments de capitaux propres	9 136	7 534
Réserves consolidées	34 267	30 631
Résultat de l'exercice	2 018	5 641
<b>Sous-total</b>	<b>66 669</b>	<b>65 719</b>
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(218)	(652)
<b>Sous-total capitaux propres part du Groupe</b>	<b>66 451</b>	<b>65 067</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	6 331	5 796
<b>Total capitaux propres</b>	<b>72 782</b>	<b>70 863</b>
<b>Total</b>	<b>1 486 818</b>	<b>1 464 449</b>

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En M EUR)	31.12.2022	31.12.2021
Intérêts et produits assimilés	28 838	20 590
Intérêts et charges assimilés	(17 552)	(9 872)
Commissions (produits)	9 335	9 162
Commissions (charges)	(4 161)	(3 842)
<b>Résultat net des opérations financières</b>	<b>6 691</b>	<b>5 723</b>
Dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6 715	5 704
Dont gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(10)	44
Dont gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	(14)	(25)
Produit net des activités d'assurance	2 211	2 238
Produits des autres activités	13 221	12 237
Charges des autres activités	(10 524)	(10 438)
<b>Produit net bancaire</b>	<b>28 059</b>	<b>25 798</b>
Frais de personnel	(10 052)	(9 764)
Autres frais administratifs	(7 009)	(6 181)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 569)	(1 645)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>9 429</b>	<b>8 208</b>
Coût du risque	(1 647)	(700)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>7 782</b>	<b>7 508</b>
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	15	6
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3 290)	635
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	(114)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>4 507</b>	<b>8 035</b>
Impôts sur les bénéfices	(1 560)	(1 697)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 947</b>	<b>6 338</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	929	697
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 018</b>	<b>5 641</b>
<b>Résultat par action</b>	<b>1,73</b>	<b>5,97</b>
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>1,73</b>	<b>5,97</b>

### ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En M EUR)	31.12.2022	31.12.2021
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 947</b>	<b>6 338</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat</b>	<b>(111)</b>	<b>930</b>
Écarts de conversion	1 820	1 457
Écarts de réévaluation de la période	1 278	1 458
Reclassement en résultat	542	(1)
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	(731)	(318)
Écarts de réévaluation de la période	(771)	(294)
Reclassement en résultat	40	(24)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(1 223)	(292)
Écarts de réévaluation de la période	(1 244)	(269)
Reclassement en résultat	21	(23)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(380)	(36)
Écarts de réévaluation de la période	(252)	6
Reclassement en résultat	(128)	(42)
Impôts liés	403	119
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</b>	<b>539</b>	<b>191</b>
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	92	236
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	671	8
Réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	(26)	11
Impôts liés	(198)	(64)
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>428</b>	<b>1 121</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>3 375</b>	<b>7 459</b>
Dont part du Groupe	2 592	6 719
Dont participations ne donnant pas le contrôle	783	740

**COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
BANQUE OFFSHORE AU 31/12/2022**
**BILAN AU 31/12/2022**

ACTIF	(en KUSD)	
	31/12/2022	31/12/2021
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	34	66
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	17 715	40 598
. À vue	17 715	40 598
. À terme	-	-
3. Créances sur la clientèle	117 173	88 540
. Crédits de trésorerie et à la consommation	59 241	16 191
. Crédits à l'équipement	57 932	72 349
. Crédits immobiliers	-	-
. Autres crédits	-	-
4. Créances acquises par affacturage	-	-
5. Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
6. Autres actifs	1 437	1 416
7. Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
8. Titres de participation et emplois assimilés	-	-
9. Créances subordonnées	-	-
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
11. Immobilisations incorporelles	341	449
12. Immobilisations corporelles	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>136 699</b>	<b>131 069</b>

**HORS BILAN AU 31/12/2022**

HORS BILAN	(en KUSD)	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>6 467</b>	<b>6 539</b>
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	207	789
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 261	5 749
5. Titres achetés à réméré	-	-
6. Autres titres à livrer	-	-
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>111 803</b>	<b>125 100</b>
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	111 803	125 100
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	-	-
10. Titres vendus à réméré	-	-
11. Autres titres à recevoir	-	-

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2022**

	(en KUSD)	
	31/12/2022	31/12/2021
<b>I - PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>3 760</b>	<b>3 103</b>
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	27	2
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 339	1 662
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4. Produits sur titres de propriété	-	-
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6. Commissions sur prestations de service	1 301	1 374
7. Autres produits bancaires	94	65
<b>II - CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>961</b>	<b>518</b>
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	664	478
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12. Autres charges bancaires	297	40
<b>III - PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 799</b>	<b>2 585</b>
13. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
14. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
<b>IV - CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 447</b>	<b>1 651</b>
15. Charges de personnel	-	-
16. Impôts et taxes	-	35
17. Charges externes	1 338	1 498
18. Autres charges générales d'exploitation	-	3
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	109	115
<b>V - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES</b>	<b>210</b>	<b>202</b>
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	202
21. Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
22. Autres dotations aux provisions	210	-
<b>VI - REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES</b>	<b>107</b>	<b>200</b>
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	100
24. Récupérations sur créances amorties	-	-
25. Autres reprises de provisions	107	100
<b>VII - RÉSULTAT COURANT</b>	<b>1 249</b>	<b>932</b>
26. Produits non courants	27	34
27. Charges non courantes	24	-
<b>VIII - RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>1 252</b>	<b>966</b>
28. Impôts sur les résultats	510	359
<b>IX - RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>742</b>	<b>607</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>3 894</b>	<b>3 337</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>3 152</b>	<b>2 730</b>
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>742</b>	<b>607</b>

PASSIF	(en KUSD)	
	31/12/2022	31/12/2021
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	31 557	25 642
. À vue	-	-
. À terme	31 557	25 642
3. Dépôts de la clientèle	94 537	95 446
. Comptes à vue créditeurs	90 787	93 534
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	223	-
. Autres comptes créditeurs	3 527	1 911
4. Titres de créance émis	-	-
. Titres de créance négociables émis	-	-
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
5. Autres passifs	1 878	1 482
6. Provisions pour risques et charges	346	253
7. Provisions réglementées	-	-
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9. Dettes subordonnées	-	-
10. Écarts de réévaluation	-	-
11. Réserves et primes liées au capital	7 135	7 135
12. Capital	500	500
13. Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
14. Report à nouveau (+/-)	4	4
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	742	607
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>136 699</b>	<b>131 069</b>

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX  
AU 31 DÉCEMBRE 2022**

**SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A**
**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA  
SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2022**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la **SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A** comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KUSD 8.381 dont un bénéfice net de KUSD 742, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société. Elle a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 14 mars 2023, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la **SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A** arrêtés au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 15 mars 2023

**Le Commissaire aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**

FIDAROC GRANT THORNTON  
 Membre Réseau Grant Thornton  
 International  
 7 Bd. Driess Sigouï - Casablanca  
 Tél : 05 22 54 40 06 - Fax : 05 22 29 66 70

**Faiçal MEKOUAR**  
 Associé

## COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANQUE OFFSHORE AU 31/12/2022

### ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2022

	(en KUSD)	
I - Tableau de formation des résultats	31/12/2022	31/12/2021
1.(+) Intérêts et produits assimilés	2 366	1 664
2.(-) Intérêts et charges assimilés	664	478
<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>1 702</b>	<b>1 186</b>
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
5.(+) Commissions perçues	1 301	1 374
6.(-) Commissions servies	-	-
<b>Marge sur commissions</b>	<b>1 301</b>	<b>1 374</b>
7.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9.(+) Résultat des opérations de change	-181	25
10.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>-181</b>	<b>25</b>
11.(+) Divers autres produits bancaires	-	-
12.(-) Diverses autres charges bancaires	23	-
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 799</b>	<b>2 585</b>
13.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	-
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16.(-) Charges générales d'exploitation	1 447	1 651
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 353</b>	<b>934</b>
17.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	102
18.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	103	-100
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>1 249</b>	<b>932</b>
<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>3</b>	<b>34</b>
19.(-) Impôts sur les résultats	510	359
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>742</b>	<b>607</b>

	(en KUSD)	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2022	31/12/2021
<b>(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>742</b>	<b>607</b>
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	109	115
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	210	202
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	-107	-200
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>954</b>	<b>724</b>
31.(-) Bénéfices distribués	-607	-606
<b>(+) AUTOFINANCEMENT</b>	<b>347</b>	<b>117</b>

### TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2022

	(en KUSD)	
	31/12/2022	31/12/2021
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 760	3 103
2.(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	-	-
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-961	-518
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-	-
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-1 338	-1 533
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-	-
<b>I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>1 461</b>	<b>1 053</b>
<b>Variation des :</b>		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
9.(-) Créances sur la clientèle	-28 633	1 044
10.(-) Titres de transaction et de placement	-	-
11.(-) Autres actifs	-21	-67
12.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 915	-9 757
14.(+) Dépôts de la clientèle	-909	8 106
15.(+) Titres de créance émis	-	-
16.(+) Autres passifs	-121	-330
<b>II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>-23 769</b>	<b>-1 004</b>
<b>III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>-22 307</b>	<b>49</b>
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
21.(+) Intérêts perçus	-	-
22.(+) Dividendes perçus	-	-
<b>IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24.(+) Émission de dettes subordonnées	-	-
25.(+) Émission d'actions	-	-
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27.(-) Intérêts versés	-	-
28.(-) Dividendes versés	-607	-606
<b>V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>-607</b>	<b>-606</b>
<b>VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>-22 914</b>	<b>-558</b>
<b>VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>40 663</b>	<b>41 221</b>
<b>VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>17 749</b>	<b>40 663</b>